

FC/L2052/26/SAS/BCC/RR/NW

DAC

REPUBLIC OF CAMEROON
Peace - Work - Fatherland

REPUBLIQUE DU CAMEROUN
Paix - Travail - Patrie



MINISTRY OF DECENTRALISATION & LOCAL DEVELOPMENT

BAMENDA CITY COUNCIL

DEPARTMENT OF TECHNICAL SERVICES

*THE CITY MAYOR
BAMENDA CITY COUNCIL*

BAMENDA CITY COUNCIL INTERNAL TENDERS BOARD

Open National Invitation Tender File N°005/BCC/ITB/2026
of 13/03/2026 for the maintenance of some roads tarred
(Virgin Land - Ntenefor - Mile 3 Nkwen) in Bamenda City

FINANCING: BAMENDA CITY COUNCIL 2026 BUDGET

BUDGET HEAD: 23511

2026 FINANCIAL YEAR

DOCUMENT NO. 0:
LETTER OF INVITATION TO TENDER

DOCUMENT No. 1
TENDER NOTICE (TN)

The hard copy of the file may be consulted free of charge during working hours in the SIGAMP Service of the Bamenda City Council, Tel: 233 36 12 67 / 67785 03 32.

It may equally be consulted **online on the COLEPS platform at the following addresses:** <http://www.marchespublics.cm> and <http://www.publiccontracts.cm> on the ARMP website (www.arpmp.cm).

11. Acquisition of Tender File

The hard copy version of the file may be obtained from the SIGAMP Service of Bamenda City Council, Tel: 233 36 12 67 / 67785 03 32 as soon as this notice is published against payment of a non-refundable sum of **one hundred and thirty-seven thousand eight hundred (137,800) CFA Francs**, payable at the Bamenda City Council Treasury under the budgetary head 712 101.

It is equally possible to obtain the electronic version of the Tender File by downloading it free of charge through the addresses indicated above. However, online submission is subject to the payment of Tender File purchase fees

12. Submission of bids

The bids must be uploaded by the bidder on the COLEPS platform latest on **10/04/2026 at 10am server time**. A back-up copy of the tender recorded on a USB key or CD/DVD must be sent in a sealed envelope with the clear and legible indication "back-up copy", in addition to the above mentioned indication, within the deadline set. The original copy of the administrative file should be sent alongside the back-up copy with the clear and legible indication "original copy of administrative file".

File size and format

The maximum sizes of the documents that will be uploaded on the platform and constitute the tenderer's offer are the following:

- 5 MB for the Administrative file;
- 15 MB for the Technical Offer;
- 5 MB for the Financial Offer.

The following formats are accepted:

- PDF format for text documents;
- JPEG for images.

The applicant shall make sure that he uses compressing software to possibly reduce the size of the files to be transmitted.

13. Admissibility of bids

The offer must be submitted by the bidder on the COLEPS platform;

Any incomplete offer in accordance with the prescriptions of the Tender File shall be declared inadmissible. Especially the absence, insufficient or non-compliant of bid bond issued by a financial body or institution approved by the Minister in charge of Finance to issue bonds for public contracts or the failure to comply with the model documents of the Tender File shall lead automatically to the rejection of the bid without any other procedure. A bid bond submitted but not relating to the consultation concerned shall be considered as absent. A bid bond presented by a bidder during the bid opening session shall not be accepted.

14. Opening of bids

The bids shall be opened in single phase and shall take place on **10/04/2026 at 11 am** precisely by the Project Owner's Internal Tenders Board in the Bamenda City Council Internal Tenders Board conference hall located at Mulang.

Only tenderers may attend this opening session or be represented by a person of their choice, duly authorised, even in case of a group of enterprises.

For fear of being rejected, the required administrative documents must be submitted in scanned originals or true copies certified by the issuing service or the relevant administrative authority, in accordance with the provisions of the Special Regulations Governing the Invitation to Tender. They shall not be older than three (3) months from the original deadline for the submission of tenders or must have been issued after the date of signature of the Tender Notice except the attestation of NSIF, which has a validity of one (1) month.

In case of absence or non-conformity of a document in the administrative file during the opening of bids, after a 48 (forty-eight) hours deadline granted by the Board, the file shall be rejected.

15. Evaluation criteria



MINISTRY OF DECENTRALISATION AND LOCAL DEVELOPMENT

BAMENDA CITY COUNCIL

INTERNAL TENDERS BOARD

AVIS D'APPEL D'OFFRES

Avis d'Appel d'Offres National Ouvert N°005/ AONO/CUB/CIPM/2026 du 13/03/2026 pour l'entretien de certaines routes goudronnées (Virgin Land – Ntenefor – Mile 3 Nkwen) dans la ville de Bamenda.

1. Objet de l'Appel d'Offres

Dans le cadre de l'exécution du budget d'investissement de l'exercice 2026 de la Communauté Urbaine de Bamenda, le Maire de la ville lance un Appel d'Offres National Ouverte pour le projet susmentionné.

2. Consistance des travaux

Les travaux comprennent notamment: *travaux préliminaires, nettoyage et terrassements, l'entretien de nids-de-poule et des ouvrages hydrauliques, de réalisation d'une couche d'enrobe sur une section de la route, la signalisation et toutes autres sujétions nécessaires à la bonne exécution des travaux.*

3. Tranches/Allotissement

Les travaux sont en une tranche et regroupés à un lot unique.

4. Coût prévisionnel

Le coût prévisionnel de l'opération à l'issue des études préalables est de **deux cent cinquante-sept millions quatre cent deux mille deux cents soixante-neuf (257,102,269) francs CFA**

5. Délai prévisionnel d'exécution

Le délai maximum prévu par le Maître d'Ouvrage ou le Maître d'Ouvrage Délégué pour la réalisation des travaux, objet du présent appel d'offres est de *trois (3) mois* calendaires. Ce délai court à compter de la date de notification de l'ordre de service de commencer les prestations.

6. Participation et origine

La participation à cet appel d'offres est ouverte à toutes les entreprises nationales catégorisées spécialisées dans la construction routière et les travaux publics.

7. Financement

Les travaux objet du présent appel d'offres sont financés par le budget de la Communauté Urbaine de Bamenda de l'exercice 2026 sur la ligne d'imputation budgétaire n°23511.

8. Mode de soumission

Le mode de soumission retenu pour cette consultation est en ligne.

9. Cautionnement de soumission

Chaque soumissionnaire doit joindre à ses pièces administratives un cautionnement de soumission, acquitté à la main, délivrée par un organisme ou une institution financière agréée par le Ministre chargé des finances pour émettre les cautions dans le domaines des marchés publics dont la liste figure dans la pièce 14 du DAO dont le montant s'élève **cinq millions cent quarante-deux mille quarante-cinq (5,142,045) francs CFA** et valable jusqu'à trente (30) jours au-delà de la date initiale de validité des offres. L'absence de la caution de soumission délivrée par une banque de premier ordre ou un organisme financier de première catégorie autorisé par le Ministère chargé des Finances à émettre des cautions dans le cadre des marchés publics, entraînera le rejet pur et simple de l'offre. Une caution de soumission produite mais n'ayant aucun rapport avec la consultation concernée est considérée comme absente. La caution de soumission présentée par un soumissionnaire au cours de la séance d'ouverture des plis est irrecevable. La caution de soumission doit porter un timbre fiscal et être accompagnée d'un reçu du CDEC.

10. Consultation du Dossier d'Appel d'Offres

15. Critères d'évaluation

15.1 Critères éliminatoires

Il s'agit notamment :

- de l'absence, l'insuffisance ou non-conformité de la caution de soumission à l'ouverture des plis;
- de la non-production au-delà du délai de 48 h après l'ouverture des plis, d'une pièce du dossier administratif jugée non conforme ou absente lors de l'ouverture des plis, (excepté le cautionnement de soumission);
- des fausses déclarations, manœuvres frauduleuses ou des pièces falsifiées ;
- du non-respect de 4 critères essentiels sur 6 ;
- du non-respect du méthode de soumission des offres et le format de fichier des offres recommandé ;
- l'absence d'un prix unitaire quantifié dans l'Offre financière ;
- de l'absence de l'attestation de catégorisation ou résultats de catégorisation ;
- de l'absence d'un élément de l'offre financière (la soumission, les BPU, le DQE) ;
- de l'absence de la charte d'intégrité datée et signée ;
- de l'absence de la déclaration d'engagement au respect des clauses environnementales et sociales datée et signée ;

NB : En fonction de la spécificité de la prestation, d'autres critères pertinents pourront être ajouté lors de l'élaboration des DAO.

15.2. Critères essentiels

Les critères essentiels à la qualification des soumissionnaires porteront à titre indicatif sur :

- la présentation de l'offre ;
- les références du soumissionnaire ;
- la capacité financière (l'accès à une ligne de crédit ou autres ressources financières, le chiffre d'affaires, attestation de solvabilité financière).
- la qualification et l'expérience du personnel
- les moyens logistiques
- la méthodologie

16. Attribution

Le Maître d'Ouvrage attribue le marché au soumissionnaire ayant présenté une offre remplissant les critères de qualification technique et financière requises et dont l'offre est évaluée la moins-disante *en incluant le cas échéant les remises proposées.*

17. Nombre maximum de lots :

Non applicable.

18. Durée de validité des offres

Les soumissionnaires restent engagés par leur offre pendant 90 jours à partir de la date limite initiale fixée pour la remise des offres.

19. Renseignements complémentaires

Les renseignements complémentaires peuvent être obtenus aux heures ouvrables au services de SIGAMP de la Communauté de Bamenda, Tel: 233 36 12 67 / 67785 03 32 ou en ligne sur la plateforme COLEPS aux adresses <http://www.marchespublics.cm> et <http://www.publiccontracts.cm>,

20. Lutte contre la corruption et les mauvaises pratiques

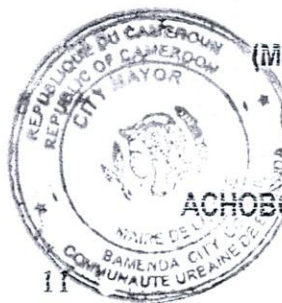
Pour toute dénonciation pour des pratiques, faits ou actes de corruption ou faits de mauvaises pratiques, bien vouloir appeler la CONAC au numéro 1517, l'Autorité chargée des Marchés Publics (MINMAP) (SMS ou appel) aux numéros : (+237) 673 20 57 25 et 699 37 07 48, l'ARMP au numéro ou le MO au numéro 233 36 12 67.

Copies:

- Autorité chargée des Marchés Publics (MINMAP) ;
- ARMP ;
- Président CIPM CU BDA ;
- Affichage chrono.

Bamenda, the 13 MARS 2026

Le Maire de la ville, Communauté Urbaine de Bamenda,
(Maître d'Ouvrage)



ACHOBONG TAMBENG PAUL

TABLE OF CONTENTS

A. Generalities	14
Article 1. Subject of the consultation	14
Article 2- Financing	14
Article 3- Ethical principles	14
Article 4- Candidates allowed to compete	15
Article 5- Building materials, materials, supplies, equipment and authorised services	16
Article 6- Documents establishing bidder qualification	16
Article 7. Visit of works site	17
B. Tender File	17
Article 8. Content of Tender File	17
Article 9. Clarifications on the Tender File and petitions	18
Article 10. Modification of the Tender File	19
C. Preparation of offers.....	19
Article 11. Tender fee	19
Article 12. Offer language	19
Article 13. Constituent documents of the bid	19
Article 14. Bid price	21
Article 15. Bid and settlement currencies	21
Article 16. Validity of offers	22
Article 17. Bid bond	22
Article 18. Bidders' variant proposals	23
Article 19. Preparatory meeting for the establishment of bids	23
Article 20. Form, format and signature of bid	24
D. Submission of bids	24
Article 21. Sealing and marking of bids	24
Article 22. Date and time limit for the submission of bids and method of submission	25
Article 23. Late bids	26
Article 24. Modification, substitution and withdrawal of bids	26
E. Opening of envelopes and evaluation of offers	26
Article 25. Opening of envelopes and petitions	26
Article 26. Confidential nature of the procedure	27
Article 27. Clarifications on the bids and contact with the Project Owner or Delegated Project Owner	28
Article 28. Determining the conformity of bids and technical evaluation	28
Article 29. Evaluation criteria and qualification of the bidder	29
Article 30. Correction of errors	29
Article 31. Conversion into a single currency	29
Article 32. Evaluation and comparison of financial bids.....	29
Article 33. Preference granted national bidders	30
F. Award	30
Article 34. Award	31
Article 35. Right of the Project Owner or Delegated Project Owner to declare an invitation to tender unfruitful or cancel a procedure	31
Article 36. Notification of the award of the contract	31
Article 37. Publication of the contract award results and petitions	31
Article 38. Signing of the contract	32
Article 39. Final bond	32

vii. Whoever commits acts aimed at destroying, falsifying, altering or concealing evidence on which an investigation is based or any misrepresentation made to investigators, or any threat, harassment, or intimidation against a person for purposes of preventing him from revealing information relating to an investigation or the continuation thereof, shall be indulged in "obstructive practices".

b. He shall reject any award proposal if there is evidence that the proposed successful bidder, directly or through an agent, is guilty of corruption, conflict of interest, and collusion or has indulged in fraudulent schemes, collusive, coercive, or obstructive practices in connection with the award of this contract.

3.2. The Authority in charge of Public Contracts may, as a precautionary measure, take a decision to ban any bidder or the Administration's contracting partner from bidding for a period not exceeding 2 (two) years for influence peddling, conflict of interest, insider trading, complicity, fraud, corruption, or production of fraudulent documents in his bid, without prejudice to the criminal proceedings that could be initiated against him.

3.3. The Authority in charge of Public Contracts may take a decision banning public sector actors found guilty of violating the provisions of the Public Contracts Code from participating in public contracts award and execution monitoring for a period not exceeding 2 (two) years.

Article 4: Candidates allowed to compete

4.1. **Apart from the restricted invitation to tender, which is open to all candidates selected at the end of the pre-qualification procedure** and/or those selected in accordance with the categorisation indicated beforehand in the tender notice and recalled in the SRIT, as a general rule, the tender is open to all tenderers, provided that they meet the following eligibility requirements:

- a. A bidder (including all members of a group of enterprises and all subcontractors to the bidder) must be from an eligible country, in accordance with the Financing Agreement, if applicable;
- b. A bidder (including all members of a group of enterprises and all subcontractors to the bidder) must not be in a situation of conflict of interest under pain of being disqualified for all tenders in which he/she participated. A tenderer may be deemed to be in a situation of conflict of interest under the following conditions:
 - i. is associated or was associated in the past with an enterprise (or a subsidiary of this enterprise) which provided consultancy services for the design, preparation of specifications and other documents used within the scope of contracts awarded for this invitation to tender;
 - ii. is, in the context of the same tender, the legal representative of another tenderer;
 - iii. Participates in more than one tender in the same call for tenders, especially, either individually or as a member of a group of companies, or as a subcontractor in a tender while being an individual tenderer or member of a group of companies. A supplier may be listed as a subcontractor in several tenders, but only as a subcontractor.
 - iv. Is affiliated with a group or entity that the Project Owner or Delegated Project Owner has recruited or is about to recruit to participate in the control;
 - v. The Project Owner or Delegated Project Owner participates in the capital of the bidder in such a way as to compromise the transparency of public contracts award procedures;
- c. A public law corporate body if it demonstrates that it is (i) legally and financially autonomous (ii) managed according to the rules of private accounting and (iii) not under the supervisory authority of the Project Owner or Delegated Project Owner, unless expressly authorised by the Authority in charge of Public Contracts.
- d. Civil society organisations and public establishments, provided that the prices proposed are competitive, that is, they have been determined (i) by considering all the direct and indirect costs contributing to the formation of the price of the service covered by the contract and (ii) that they have not benefited, in the determination of this price, from advantages arising from the resources allocated to them by virtue of their public service missions.

the Project Owner or Delegated Project Owner in the execution of the contract;

e. In case of a several group, the co-contractors shall share the sums which are paid by the Project Owner or Delegated Project Owner into a single account. In case of a joint group, the tasks for each member must be specified and each enterprise shall be paid by the Project Owner or Delegated Project Owner into his own account.

6.3. Bidders should equally present sufficiently detailed proposals to demonstrate that they conform to the technical specifications and execution time-limits referred to in the SRIT.

6.4. Bidders seeking to benefit from a preference margin must provide all the information required to prove that they meet the eligibility criteria described in Article 33 of the GRIT.

Article 7: Visit of works site

7.1. The bidder is advised to visit and inspect the worksite and its environs and obtain by himself and under his own responsibility, all the information which may be necessary for the preparation of the bid and the execution of the works. This visit, when required in the SRIT, must be sanctioned by a certificate of site visit signed following a sworn declaration by the tenderer, giving a description of the site as well as observations on the works execution conditions. The related cost of the site visit shall be borne by the bidder.

7.2. The Project Owner or the Delegated Project Owner shall be required to authorise the bidder and his employees or agents to enter the premises and the land for the said visit but only on the express condition that the bidder, his employees, and agents release the Project Owner or Delegated Project Owner, his employees and agents of any liability that may result from the visit.

The Bidder shall remain liable for death or personal injury, loss or damage to property, costs and expenses incurred as a result of this visit.

7.3. The Project Owner or the Delegated Project Owner may organise a visit to the works site during the preparatory meeting to draft the bids mentioned in Article 19 of the General Regulations Governing the Invitation to Tender (GRIT).

B. TENDER FILE

Article 8: Content of Tender File

8.1. The Tender File shall describe the works subject of the contract, sets procedures for the consultation of enterprises and specifies the terms of the contract. Besides the addendum (addenda) published in accordance with Article 10 of the General Regulations Governing the Invitation to Tender, it shall also include the following documents:

<i>Document No.0</i>	<i>Letter of invitation to tender (in case of restricted invitations to tender)</i>
<i>Document No.1</i>	<i>Tender Notice (AAO)</i>
<i>Document No.2</i>	<i>General Regulations Governing the Invitation to Tender (GRIT)</i>
<i>Document No.3</i>	<i>Special Regulations Governing the Invitation to Tender (SRIT)</i>
<i>Document No.4</i>	<i>Special Administrative Clauses (SAC)</i>
<i>Document No.5</i>	<i>Special Technical Clauses (STC)</i>
<i>Document No.6</i>	<i>Unit Price Schedule</i>
<i>Document No.7</i>	<i>Detailed Quantity and Cost Estimate Schedule</i>
<i>Document No.8</i>	<i>Schedule of Sub-Details of Prices</i>
<i>Document No.9</i>	<i>Contract Model</i>

Delegated Project Owner, with copy to the Authority in charge of public contracts and the public contracts regulatory body.

c) this petition shall not be suspensive.

9.3. Where the invitation to tender is the procedure selected, the petition must be submitted between the publication of the tender notice and the opening of bids:

a) to the Project Owner or Delegated Project Owner with a copy to the Authority in charge of Public Contracts and to the public contracts regulatory body;

b) it should reach the Project Owner or Delegated Project Owner no later than fourteen (14) working days before the bid opening date;

c) The Project Owner or Delegated Project Owner shall have five (5) days to respond. A copy of the response shall be forwarded to the Authority in charge of Public Contracts and to the body in charge of the regulation of public contracts.

d) in case of disagreement between the petitioner and the Project Owner or Delegated Project Owner, the petitioner shall refer the petition to the Petitions Review Committee.

e) the petition shall not be suspensive.

Article 10: Modification of the Tender File

10.1 The Project Owner or the Delegated Project Owner may, at any moment prior to the deadline for the submission of offers and for any reason, be it at his initiative or in response to a request submitted by a bidder, modify the Tender File by publishing an addendum.

10.2. Any addendum thus published shall become an integral part of the Tender File, in accordance with Article 8.1 of the General Regulations Governing the Invitation to Tender and must be communicated in writing or made known to all the bidders who bought the Tender File or through COLEPS or any other mean of electronic communication indicated by the Project Owner in the TF.

10.3. In order to give bidders enough time to take account of the addendum in the preparation of their offers, the Project Owner or the Delegated Project Owner may postpone as it is necessary, the deadline for the submission of offers, in accordance with the provisions of Article 22.2 of the GRIT.

C. PREPARATION OF OFFERS

Article 11: Tender fees

The candidate shall bear all costs related to the preparation and presentation of his bid. The Project Owner or Delegated Project Owner shall in no way, be responsible for these costs nor pay for them whatever the evolution or outcome of the invitation to tender procedure.

Article 12: Language of offer

The bid as well as any correspondence and document exchanged between the bidder and the Project Owner or Delegated Project Owner shall be drafted in English or French. Additional documents and the forms provided by the bidder may be written in another language on condition that a precise translation into either English or French, done by a professional translator, concerning the bid is included; in which case for reasons of interpretation, the translation shall be authentic.

Article 13: Constituent documents of the bid

13.1. The bid presented by the bidder shall include the documents detailed in the Special Regulations Governing the Invitation to Tender, duly filled and put together in three volumes:

c.5 The provisional payment schedule, if applicable.

Bidders shall use the standard forms or documents provided for in the Tender File, subject to the provisions of Article 17.2 of the GRIT regarding other possible bid bond forms.

13.2. The SRIT indicate how long proposals must remain valid from the date of submission. During this period, bidders must keep the proposed specialised staff available for the assignment. The Project Owner or Delegated Project Owner shall make everything possible to complete the negotiations within this time limit. If the latter wishes to extend the period of validity of the proposals, candidates who do not consent to such an extension are free to refuse such extension.

Article 14: Offer price

14.1. Except otherwise stated in the Tender File, the amount of the contract shall cover all the works described in Article 1.1 of the General Regulations Governing the Invitation to Tender, based on the price schedule and the detailed quantity and cost estimates as well as the unit price sub detail and breakdown of all-in prices presented by the bidder, as appropriate.

14.2. The bidder shall fill the unit prices and totals of all items on the price schedule and detailed quantities and estimates.

14.3. Subject to contrary provisions provided for in the Special Regulations and in the Special Administrative Conditions, all dues, taxes and fees payable by the bidder for the future Contract or on any other ground, thirty (30) days prior to the time limit for the submission of bids, shall be included in the prices and in the total amount of the bid presented by the bidder.

14.4. If a price revision/updating clause is provided for in the contract, the date of the establishment of the initial price, as well as the price revision/updating conditions for the said price must be specified. Any contract whose execution duration is at most one (1) year shall not be subject to price revision.

14.5. All unit prices with quantities must be justified by sub-details established in accordance with the structure proposed in document No.8 of the Tender File.

14.6. Tenderers shall indicate the rebates granted in their tenders. Furthermore, they shall specify the conditions for the application of this rebate.

Article 15: Offer and settlement currencies

15.1. In case of international invitations to tender, offer currencies shall follow the provisions of either Option A or Option B below, the applicable option being that retained in the Special Regulations Governing the Invitation to Tender.

15.2. Option A: The amount of the bid is entirely expressed in national currency.

The amount of the bid, the unit prices of the price schedule and the prices of the detailed quantities and estimates are entirely presented in CFA francs in the following manner:

a. Prices shall be entirely presented in national currency. The bidder who intends to commit expenditures in other currencies for the execution of the works shall indicate in the appendix to the bid the percentage(s) of the amount of the bid necessary to cover the needs in foreign currencies, without exceeding the maximum of three currencies of member countries of the funding institution of the contract.

b. The exchange rates used by the bidder to convert his bid into the national currency shall be specified by the bidder in an appendix to the bid in compliance with the specifications of the Special Regulations. These rates shall be applied for any payment under the contract so that the retained bidder does not bear any exchange risk.

15.3. Option B: The amount of the bid is directly presented in national and foreign currency

The bidder shall present the unit prices of the price schedule and the prices of the detailed quantities and

regulatory body) shall be returned within fifteen (15) days after publication of the award result. Tenders not withdrawn within this period may be destroyed, without any claim being made.

17. 5. The bid bond of the tenderers who are not retained shall be returned upon publication of the award results.

17.6. The bid bond of the successful bidder shall be released as soon as the latter would have signed the contract and provided the required final bond.

17. 7. The bid bond may be seized:

- a. if the bidder withdraws his bid during the period of validity;
- b. if the bidder retained:
 - i. defaults in his obligation to subscribe the contract in application of Article 38 of the General Regulations;
 - ii. defaults in his obligation to provide the final bond in application of Article 39 of the General Regulations;
 - iii. refuses to receive notification of the contract.

Article 18: Variant bidders' proposals

18.1. Where the works can be executed within variable provisional execution deadlines, the Special Regulations shall specify these deadlines and shall indicate the method retained for the evaluation of the completion deadline proposed by the bidder within the deadlines provided for. Offers that propose deadlines beyond those specified shall not be considered as not being in conformity.

18.2. Except in the case mentioned in Article 18.3 below, bidders wishing to offer technical variants must first give figures on the basic solution of the Project Owner or Delegated Project Owner as described in the Tender File and provide in addition all the information which the Project Owner or Delegated Project Owner needs for a complete evaluation of the proposed variant, including the plans, calculations, technical specifications, sub-details of prices and proposed construction methods and all other useful information. Where necessary, the Project Owner or Delegated Project Owner will examine only the technical variants of the bidder whose bid compliant with the basic solution has been evaluated as the lowest bid.

18.3. When according to the Special Regulations the bidders are authorised to directly submit the technical variants for certain parts of the works, these parts of the works must be described in the technical specifications. The Tender File should clearly specify how the variants shall be taken into account for the evaluation of bids.

Article 19: Preparatory meeting to the establishment of bids

19.1. Except otherwise stipulated in the Special Regulations, a bidder may be invited to take part in a preparatory meeting which will hold on the date and at the place indicated in the Special Regulations.

19.2. The subject of the preparatory meeting shall be to provide clarifications and answers to any questions that may be raised at this stage.

19.3. As much as possible, the bidder is requested to submit any question in writing to reach the Project Owner or Delegated Project Owner at least one week before that preparatory meeting. The Project Owner or Delegated Project Owner may not respond to questions received too late. In this case, the questions and answers shall be transmitted according to the modalities set in Article 19(4) below.

19.4. The minutes of the meeting, including the attendance sheet, the text of the questions asked, and the answers given, including answers prepared after the meeting, shall be forwarded immediately to all those who bought the Tender File. Any modification of documents of the Tender File listed in Article 8 of the GRIT which may prove to be necessary at the end of the preparatory meeting shall be done by the Project Owner or Delegated Project Owner by publishing an addendum in accordance with the provisions of Article 10 of the General Regulations, as the minutes of the preparatory meeting cannot serve this purpose.

19.5. The fact that a bidder does not attend a preparatory meeting for the establishment of bids shall not be a

21.3. The internal envelopes should equally carry the name and address of the bidder in a way as to enable the Project Owner or Delegated Project Owner return the sealed offer if it is declared late offer in accordance with Articles 23 and 24 of the General Regulations.

21.4. If the external envelope is not sealed and marked as indicated in Articles 21.1. and 21.2. referred to above, the Project Owner or Delegated Project Owner shall in no way be responsible if the bid is misplaced or opened prematurely.

21.5 For online submission, the tender to be provided by the tenderer consists of three electronic files corresponding to the three administrative, technical and financial volumes.

Each file must explicitly carry a name that refers to the nature of its content (Administrative Offer, Technical Offer, Financial Offer).

At the same time as they are doing the electronic submission, tenderers must send to the Contracting Authority or to the PO/DPO within the same time limit, a soft back-up copy of their tender on an electronic physical support (CD, DVD, USB key, etc...) This copy shall be sent by post office or deposited with the Contracting Authority or the PO/DPO. This sealed envelope must be clearly and legibly marked "backup copy", as well as the consultation references.

21.6 The constituent elements of the bidder's online or offline offer must be the same for a given consultation.

Article 22: Date and time limit for submission of offers and method of submission

22.1- Date and time limit for the submission of offers

- a. The offers must be received by the Project Owner or Delegated Project Owner through their internal public contracts administrative management entity at the address specified in Article 21(2) of the Special Regulations no later than the date and time stated in the SRIT.
- b. The date and time of receipt of online submissions are automatically recorded by the dematerialisation platform through a time-stamping mechanism. The date and time of COLEPS or any other electronic means of communication specified by the Project Owner shall be authentic.
- c. For time stamping, the reference time zone is local time (GMT/UTC + 1). This time is visible on the submission page.
- d. The Project Owner or Delegated Project Owner may, at his discretion, postpone the deadline set for the submission of bids by publishing an addendum in accordance with the provisions of Article 10 of the General Regulations. In this case, all the rights and obligations of the Project Owner or Delegated Project Owner and bidders previously governed by the initial date will henceforth be governed by the new deadline.
- e. Offers submitted electronically shall be acknowledged by a receipt stating the date and time of receipt and the reference of the consultation.

22.2: Submission method

There are three possible ways to submit a bid:

- Online: only online submissions will be accepted for this consultation by the Contracting Authority and will be deemed authentic.
- Offline: only offline submissions are accepted for this consultation by the Contracting Authority and shall be deemed authentic.

empowerment of the signatory to request this withdrawal and if this notification is read to the hearing of everyone. Then the envelopes marked "Replacement bid or back-up copy" are opened and announced to the hearing of everyone and the new corresponding bid substituted for the preceding one which will be sent to the bidder concerned unopened. The replacement of bid or back-up copy shall only be allowed if the corresponding notification contains a valid empowerment of the signatory requesting the replacement and read to the hearing of everyone. Lastly, the envelopes marked "modification" shall be opened and their contents read to the hearing of everyone with the corresponding bid. The modification of the bid or back-up copy shall only be allowed if the corresponding notification contains a valid empowerment of the signatory requesting the modification and read to the hearing of everyone. Only offers or back-up copies which were opened and announced to the hearing of everyone during the opening of bids shall then be evaluated.

25.3. All envelopes shall be opened successively, and the name of the bidder announced aloud as well as the possible modification mentioned, the price offered, including any rebates and any variant, where necessary, the existence of a guarantee of the bid if it is required and any other details which the relevant Tenders Board may deem useful to be mentioned. Only rebates and variants of bids announced to the hearing of everyone during the opening of bids shall be submitted for evaluation.

25.4. Since a bid or a back-up copy that has not been opened and read to the hearing of everyone during the bid opening session cannot be submitted for evaluation, the Board shall systematically ensure that all bids received have really been examined.

25.5. Bid-opening minutes are recorded on the spot mentioning the admissibility of bids, their administrative regularity, prices, rebates and time limits as well as the composition of the Evaluation sub-committee. However, the information on the composition of the committee remains internal to the Board. An extract of the said minutes to which is attached the attendance sheet signed by all the participants is handed over to each bidder on his request. Finally, only the financial bids of those bidders who have achieved the minimum technical score required are opened in the presence of the bidders concerned

25.6. At the end of each bid-opening session, the chairperson of the Tenders Board immediately hands over to the focal point designated by the body in charge of the regulation of public contracts a copy of the bids presented by each bidder and that the chairperson he initialled.

25.7. In case of petition, the bidder shall send it to the Petitions Review Committee, with copy to the Project Owner or Delegated Project Owner, as the case may be, to the chairperson of the Tenders Board concerned, to the body in charge of the regulation of public contracts and to the Authority in charge of Public Contracts.

It must reach within a maximum deadline of three (3) working days after the opening of bids in the form of a letter to which is obligatorily attached a sheet of the petition form duly signed by the petitioner.

This petition, which shall relate only to the implementation of this stage, especially compliance with procedures and the regularity of the documents checked, shall not be suspensive.

If need be, the Independent Observer must attach to his report the sheet that was handed to him, including any related commentaries or observations.

25.8. The opening of the electronically transmitted bids and those submitted in hard copy version shall take place during the same session. The opening and examination of electronically transmitted tenders shall be subject to the rules applicable to the processing of the hard copy version of offer s.

Article 26: Confidential nature of the procedure

26.1. No information relating to the examination, evaluation and comparison of offers and verification of the qualification of the bidders and the contract award proposal shall be given to bidders or to any other person not concerned with the said procedure as long as the contract award has not been made public, under pain of disqualification of the tenderer's bid and suspension of the perpetrators from all activities in the domain of public contracts.

26.2. Any attempt by a bidder to influence the Bids Evaluation sub-committee in the evaluation of bids, the

28.4. If an offer is essentially not in conformity with the Tender File, it shall be rejected by the competent Tenders/Control Board and shall not eventually be rendered in conformity.

28.5. The Project Owner or Delegated Project Owner reserves the right to accept or reject any modification, divergence or reservation. Modifications, divergences, variants and other factors which are beyond the requirements of the Tender File shall not be considered during the evaluation of offers.

Article 29: Evaluation criteria and qualification of the bidder

The Evaluation subcommittee shall ensure that the bidder retained for having submitted a bid substantially in compliance with the provisions of the Tender File, meets the qualification criteria stipulated in the Special Regulations. It is essential to avoid any arbitrariness in determining these criteria.

Article 30: Correction of errors

30.1. The Evaluation subcommittee shall verify bids considered essentially in conformity with the Tender File to correct the possible calculation errors. The Evaluation subcommittee shall correct the errors in the following manner:

- a. if there is a contradiction between the unit price and the total obtained by multiplying the unit price by the quantities, the unit price shall be authentic and the total price shall be corrected, unless, according to the Evaluation subcommittee, the decimal point of the unit price is manifestly badly placed, in which case the total price indicated shall prevail and the unit price corrected.
- b. if the total obtained by addition or subtraction of the totals is not exact, the sub totals shall be authentic and the total corrected.
- c. if there is a discrepancy between the prices indicated in figures and in words, the amount in words shall be authentic

30.2. The amount featuring in the offer shall be corrected by the Evaluation subcommittee, in accordance with the error correction procedure referred to above and, with the confirmation of the bidder, the said amount shall be deemed to commit him.

30.3. If the bidder who presented the bid evaluated as being the lowest bid does not accept the corrections, his bid shall be rejected and his bid bond seized.

Article 31: Conversion into a single currency

31.1. To facilitate the evaluation and comparison of bids, the Evaluation subcommittee shall convert the prices of offers expressed in various currencies into an amount in which the bid is payable in CFA francs.

31.2. The conversion shall be done using the current exchange rate by the Bank of Central African States (BEAC) under the conditions set in the Special Regulations.

Article 32: Evaluation and comparison of financial bids

32.1. Only offers considered as being in compliance, as per the provisions of Articles 28, 29 of the General Regulations, shall be evaluated and compared by the Evaluation subcommittee.

32.2. When evaluating the bids, the Evaluation Subcommittee will determine for each offer the evaluated amount of the offer by rectifying the amount as follows:

- a. By correcting any possible error in accordance with the provisions of Article 30.2 of the General Regulations;
- b. By excluding provisional sums and, where necessary, provisions for unforeseen contingent accounts featuring in the summary of the detailed quantities and estimates but by adding the amount of works done under State supervision where they are costed in a competitive manner as specified in the Special Regulations.
- c. By converting into a single currency the amount resulting from the rectifications (a) and (b) above, in

judged essentially in conformity with the Tender File, (who has the required technical and financial capacities to execute the contract satisfactorily) and whose offer was evaluated as the lowest by including, where necessary, proposed rebates.

24.2 If the tender covers several lots, the award shall be made in accordance with the provisions of the SRIT.

34.3-In any case, any award of a contract is materialised by a decision of the Project Owner or Delegated Project Owner and notified to the successful tenderer within a maximum period of seventy-two (72) hours from its signature.

Any public contract award decision by the Project Owner or Delegated Project Owner shall be published, with an indication of price and deadline, in the public contracts journal published by the public contracts regulatory body or in any other authorised publication, in particular in COLEPS or on any other electronic communication medium indicated by the Project Owner.

Article 35: Right of the Project Owner or Delegated Project Owner to declare an invitation to tender unsuccessful or cancel a procedure

35.1 The Project Owner or Delegated Project Owner reserves the right to cancel an invitation to tender or to declare a call for tenders unsuccessful after the advice of the competent Board, without any claims being entertained.

However, where tenders have already been opened, cancellation shall be subject to the authorisation of the Authority in charge of Public Contracts.

35.2 The Project Owner or Delegated Project Owner shall notify the decision to cancel or declare the tender unsuccessful to the Chairperson of the Tenders Board, with copy to the public contracts regulatory body.

35.3 In case of allotment, the provisions of the above paragraphs shall be applicable to each of the lots.

Article 36: Notification of the award of the contract

36.1 The award of any contract shall be materialised by a decision of the Project Owner or Delegated Project Owner and notified to the successful tenderer within a maximum period of seventy-two (72) hours from its signature.

36.2. Before the expiry of the validity of the offers set in the Special Regulations, the Project Owner or Delegated Project Owner shall notify the successful bidder by telecopy confirmed by registered mail or by any other means that his bid was retained. This letter shall indicate the amount the Project Owner will pay the administration's contracting partner to execute the works and the execution time limit.

Article 37: Publication of contract award results and petitions

37.1. The Project Owner or the Delegated Project Owner shall have five (5) working days to sign the award decision and publish the results from the date of receipt of the final award proposal from the relevant Board, unless the procedure is suspended.

37.2. Any decision to award a public contract by the Project Owner or Delegated Project Owner shall be published in the public contracts journal published by the body in charge of regulating public contracts, or in any other authorised newspaper, with indication of the amount of the successful tender's offer and the deadline.

Upon publication of the results of award, the Project Owner or Delegated Project Owner will send to each bidder who so requests, an excerpt of the bid evaluation report concerning him.

37.4. After publication of the award results, offers that are not withdrawn within fifteen (15) days shall be destroyed, without any claim for compensation being entertained. Only the copy intended for the body in charge of the regulation of public contracts shall be kept if it was not collected on the spot.

37.5. In case of petition, it should be addressed to the Petitions Review Committee, with copies to the Project Owner or Delegated Project Owner, the Chairperson of the Tenders Board concerned, to the body in charge of regulating public contracts and to the Authority in charge of public contracts.

DOCUMENT No.3
SPECIAL REGULATIONS
GOVERNING THE INVITATION
TO TENDER (SRIT)

References of the GRIT regulations	Description of the provision of the SRIT
7.3.	<p>For the purpose of the works site visit to be organised no later than _____ 2026 after publication of the tender notice, the Project Owner's service to be contacted is the Department of Technical Services:</p> <ul style="list-style-type: none"> - P.O Box 495 Mankon Bamenda - Tel: 233 36 12 67 - Fax: (+237)233 36 12 67 - Email: info@bamendacity.com <p>Each tenderer is advised to visit and inspect the works site and its surroundings and to obtain by himself, and under his own responsibility, all information that may be necessary for the preparation of the offer and the execution of the studies and works. The costs associated with the site visit shall be borne by the Tenderer.</p>
9	<p>Additional information may be obtained during working hours from the <i>SIGAMP Service of Bamenda City Council</i>, Telephone: 233 36 12 67 / 67785 03 32, or online on COLEPS platform via http://www.marchespublics.cm and http://www.publiccontracts.cm.</p> <p>Clarifications may be requested not later than fourteen (14) days before the offers submission date.</p> <p>Requests for clarification must state the full name and address of the applicant and be sent to the following address:</p> <ul style="list-style-type: none"> ➤ SIGAMP Service Bamenda City Council, ➤ Tel/Fax (+237) 233 36 12 67; P.O. Box 495 Mankon Bamenda; E-mail: info@bamendacity.com
C- PREPARATION OF BIDS	
12.	The language of offer is English or French
13.1	<p>The tenderer should produce a three-volume offer, presented as follows:</p> <p>A-Volume I: Administrative documents</p> <p>The documents shall include notably:</p> <ul style="list-style-type: none"> a) <i>The stamped declaration of intention to tender signed by the legal representative or duly appointed agent bearing a fiscal stamp;</i> b) <i>The bid bond (following the model attached) of an amount of five million one hundred and forty-two thousand forty-five (5,142,045) CFA francs and of a validity period of four (4) months, established by a first-rate bank or first category financial institution authorised by the Cameroon Minister in charge of Finance to issue bonds for public contracts or any other form provided for by the regulation in force (certified cheque, bank cheque, a legal mortgage), unless otherwise provided for in the financing agreement relating to the subject of the invitation to tender concerned. The validity period of the bid bond must exceed that of the bids by thirty (30) days. It should be hand endorsed , bearing a fiscal stamp and accompanied by a CDEC receipt.</i>

References of the GRIT regulations	Description of the provision of the SRIT
	<p data-bbox="432 286 1023 327">c) <i>Various acts of promotion during the career;</i></p> <p data-bbox="363 349 568 383">b.1.3 Personnel</p> <ul data-bbox="411 389 1465 450" style="list-style-type: none"> • A list of key personnel qualified to carry out the work according to the model attached to the TF. <p data-bbox="357 456 1465 517"><i>NB: Attach a copy of the diploma and proof of experience for the proposed staff namely:</i></p> <ul data-bbox="411 533 1430 763" style="list-style-type: none"> • certified true copy of diploma of less than three (3) months old; • certificate of registration with the national orders, if applicable; • signed and dated curriculum vitae of the expert; • signed and dated certificate of availability from the expert; • Labour certificate or contract, or site logbook justifying the experience, if applicable. <p data-bbox="352 775 1445 846"><i>NB: All the above documents must be true copies, signed and dated within three months of the original deadline for the submission of offers.</i></p> <p data-bbox="352 869 1082 909">b.1.4 Materials to be used for the execution of the work</p> <p data-bbox="437 936 1222 976">A list of materials to be mobilised which should include at least:</p> <ol data-bbox="389 976 1445 1559" style="list-style-type: none"> 1 bitumen tank 1 grader 1 front end loader 1 trucks of capacities $\geq 10m^3$ 1 pick-up 1 compactors (cylinder) 1 water tanker 1 manual compactor 1 tar boiler 1 concrete mixer 1 Concrete vibrator 1 compressor Sufficient small tools: Shovels, wheelbarrows, Pickaxes, etc.... Minimum laboratory tools (balance, Proctor mould, densitometer with membrane, set of sieve, sand machine, steam cup) Minimum survey equipment (Total Station or theodolite, staff, canes reflectors, distance meter) <p data-bbox="331 1592 1445 1783"><i>NB: Attach copies, certified by the issuing authorities or any other authorised authority, of the vehicle registration documents for rolling stock and the purchase invoices for other equipment, if applicable, accompanied by a signed commitment to hire the equipment. Enterprises with categorization certificates of C and above shall be exempted from providing proof of required experience, personnel, equipment and turnover but shall be awarded the marks allocated.</i></p> <p data-bbox="331 1816 791 1856">b.2 Organisation and Methodology</p> <p data-bbox="331 1890 1430 1962">The tenderer shall produce a descriptive or methodological note which presents in detail the elements of his technical proposal, including:</p> <p data-bbox="373 1980 1430 2054">The organisation and scheduling that he plans to put in place to carry out the work efficiently, to which is attached the site visit report or the signed sworn certificate, if</p>

References of the GRIT regulations	Description of the provision of the SRIT
	<p>c.4 The sub-detail of prices and/or the breakdown of all-in prices;</p> <p>To this effect, tenderers shall use the documents and models or standard forms provided in the Tender File.</p> <p><i>NB: The various parts of the same file shall be separated by dividers of a colour other than white, both in the original and in the copies, to facilitate evaluation.</i></p> <p><i>Tenderer must attach the digital version of the financial offer:</i> <i>Not applicable</i></p>
14.3.	Taxes and dues: Prices proposed should be inclusive of all taxes.
14.4.	The contract prices shall not be revisable.
15.1.	In the context of this consultation, the currency of the offer is defined according to option A (local currency only).
15.2.	The exchange rate for converting the tenderer's offer into local currency as well as for converting future detailed accounts into foreign currency shall be that <i>[to be specified: example. that of the BEAC three working days before the deadline for the submission of offers]</i> (Not applicable)
16.1.	<p style="text-align: center;">Validity of bids:</p> <p>The period of validity of offers is ninety (90) days from the deadline for the submission of offers.</p>
17.1.	The amount of the bid bond is: <i>five million one hundred and forty-two thousand forty-five (5,142,045) CFA francs</i>
18.1.	<p>Offers will be evaluated based on a minimum of _____ days (or months) and a maximum of _____ days (or months). The evaluation method is fixed in Article 32.2(e) of the GRIT.</p> <p><i>Not applicable</i></p>
18.3.	<p>Technical variants on the part(s) of the work specified below are permitted within the Technical Specifications:</p> <p><i>Not applicable</i></p>
19.1.	The preparatory meeting ahead of the establishment of bids will be held at: There shall not be any preparatory meeting.

References of the GRIT regulations	Description of the provision of the SRIT
25.1	<p>(01) month.</p> <p>In case of absence or non-compliance of a document in the administrative file at the opening of bids, the tenderers concerned shall be given forty-eight (48) hours to submit or replace the said document.</p> <p>The Contracts Board shall declare inadmissible and reject:</p> <ul style="list-style-type: none"> • any bid in black on white; • bids bearing indications as to the identity of the tenderers; • offers received after the date and time limit for submission; • offers without any indication of the identity of the tenderer; • offers that do not comply with the bidding method; • Any tender that does not comply with the indications of the TF, • The absence of a bid bond issued by a body or financial institution approved by the Minister in charge of finance to issue bonds for public contracts, or failure to comply with the model documents in the Tender File, will result in the outright rejection of the bid with no room to complain. A bid bond produced but having no connection with the consultation concerned is absent. A bid bond submitted by a tenderer during the tender opening session is inadmissible; • In the event of a restricted invitation to tender, failure to submit the seventh copy of the financial offer, in a sealed envelope marked "sample offer" to serve as a sample offer for the body responsible for regulating public contracts, shall cause the inadmissibility of the offer of the candidate concerned, as soon as the tenders have been opened by the Tenders Board. • The Tenders Board shall draw up minutes of the tender opening session, a copy of which shall be given to all the tenderers.
	<p>The bid-opening session shall take place no later than one hour after the deadline for the receipt of bids set in the Tender File.</p>
	<p><i>Tenders shall be evaluated on the basis of the following criteria:</i></p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ <i>The eliminary criteria specifying the minimum requirements to be met to be admitted to evaluation according to the essential criteria. They must not be the subject of scoring. The non-respect of these criteria shall cause the rejection of the tenderer's offer.</i> <p>They are:</p> <ul style="list-style-type: none"> • <i>Absence, insufficient or non-compliant of bid bond at the opening of bids;</i>

References of the GRIT regulations	Description of the provision of the SRIT	
	bids, issued by a first-rate financial institution authorised by the Ministry of Finance to issue bonds for public contracts. A bid bond not hand endorsed, bearing a fiscal stamp and accompanied by a CDEC receipt be considered to be absent. NB: A bid bond produced but having no connection with the consultation concerned is considered to be absent. A bid bond presented by a bidder during the bid opening session is inadmissible.	
2	Non-production after the 48-hour deadline of a document in the administrative file deemed to be non-compliant or absent at the bid opening, (except for the bid bond).	Yes/No
II- Eliminary criteria related to the technical file		
3	Absence of dated and signed integrity charter	Yes/No
4	Absence of the commitment statement to respect environmental clauses	Yes/No
III- Eliminary criteria related to the financial offer		
5	Absence of a quantified unit price in the financial offer.	Yes/No
6	Absence of an element in the financial offer (submission, SUP, BQE)	Yes/No
IV- General eliminary criteria		
7	False declarations, fraudulent schemes or falsification of documents	Yes/No
8	Non-compliance with at least 4 essential criteria out of 6;	Yes/No
9	Absence of categorization certificate or results of categorization	Yes/No
10	Non-compliance with bids submission method and recommended file format;	Yes/No
<ul style="list-style-type: none"> ▪ Essential criteria 		
<p>The evaluation of the essential criteria or those relating to the qualification of tenderers shall relate, by way of indication to the presentation of the offer.</p>		
<ul style="list-style-type: none"> ▪ <u>Experience</u> 		
<ul style="list-style-type: none"> ▪ General experience in works 		

References of the GRIT regulations

Description of the provision of the SRIT

▪ Equipment

The tenderer must prove that he has the following as own or hired equipment:

No.	Type and characteristics of the equipment	Age / condition	Minimum number required	Owner hired	Year of acquisition	Proof
1						
2						
3						
...						
N						

[Insert in the table above: (i) the list of the most important equipment required for the execution of the work (ii) the minimum number of each type of equipment required (iii) it may be possible to provide this equipment on a hiring basis, in which case a hiring commitment of the equipment must be signed and legalised by the competent authorities. Where appropriate, provision could be made for the application of a reduction during the evaluation.

NB: Attach copies, certified by the issuing authorities or any other authorised authority, of the vehicle registration documents for rolling stock and the purchase invoices showing the taxpayer's number of each issuing official for the others, if applicable, accompanied by a signed commitment to hire the equipment.

Financial capacity

Tenderers must present, in particular:

- A certificate of financial capacity of an amount of 193 million CFA francs issued by an approved bank,
- Average annual turnover for the past three (03) of at least 300 million FCA francs.

1 The amount entered (financial capacity), normally, should not be less than 30% of the annual turnover or cash flow of the proposed Works contract (based on a projection in equal monthly instalments of the cost estimated by the Project Owner, including contingencies, for the duration of the contract).

2 The period is normally three years.

3 In the case of a group, it may be indicated that each member of the group must meet 25 or 30 % of the total amount required and that the representative of a group must meet 50 or 60 % of the total amount required.

5 The amount of the turnover should not be set too high as to prevent companies with the required technical and financial capacities from meeting the qualification criteria].

▪ Proof of acceptance of the terms of the contract

References of the GRIT regulations	Description of the provision of the SRIT	
	j. 1 concrete mixer	Yes/No
	k. 1 Concrete vibrator	Yes/No
	l. 1 compressor	Yes/No
	m. Sufficient small tools: Shovels, wheelbarrows, Pickaxes, etc....	Yes/No
	n. Minimum laboratory tools (balance, Proctor mould, densitometer with membrane, set of sieve, sand machine, steam cup)	Yes/No
	o. Minimum survey equipment (Total Station or theodolite, staff, canes reflectors, distance meter)	Yes/No
	Justify with certified copies of carte grise or receipt of purchase or lease agreement in case of hire + carte grise or receipt of purchase	Yes/No
	Total C	/15
D. Personnel		
Site Supervisor (Bac+3 minimum) in civil engineering registered with NOCE		
	a. Attestation of presentation of original of diploma	Yes/No
	b. Certified copy of diploma	Yes/No
	c. Attestation from the NOCE	Yes/No
	d. Experience in building construction and public works (≥ 5 yrs)	Yes/No
	e. CV signed and dated	Yes/No
	f. Attestation of engagement with the enterprise	Yes/No
	g. National Identity card	Yes/No
Foreman for exploitation of laterite pit pits and stone quarry (HND) in civil engineering*		
	a. attestation of presentation of original of diploma	Yes/No
	b. certified copy of diploma	Yes/No
	c. experience in building construction and public works (≥ 5 yrs)	Yes/No
	d. CV signed and dated	Yes/No
	e. National Identity card	Yes/No
Foremen for main works (HND) in civil engineering*		
	a. attestation of presentation of original of diploma	Yes/No
	b. certified copy of diploma	Yes/No
	c. experience in building construction and public works (≥ 5 yrs)	Yes/No
	d. CV signed and dated	Yes/No
	e. National Identity card	Yes/No
Foremen for secondary works (HND) in civil engineering*		
	a. attestation of presentation of original of diploma	Yes/No
	b. certified copy of diploma	Yes/No
	c. experience in building construction and public works (≥ 5 yrs)	Yes/No
	d. CV signed and dated	Yes/No
	e. National Identity card	Yes/No
Surveyor (holder of an HND in surveys)		
	a. attestation of presentation of original of diploma	Yes/No
	b. certified copy of diploma	Yes/No
	c. experience in the domain (≥ 5 yrs)	Yes/No
	d. CV signed and dated	Yes/No
	e. National Identity card	Yes/No
Topographer (at a holder of an HND)		
	a. attestation of presentation of original of diploma	Yes/No
	b. certified copy of diploma	Yes/No
	c. experience in the domain (≥ 5 yrs)	Yes/No
	d. CV signed and dated	Yes/No
	e. National Identity card	Yes/No

References of the GRIT regulations	Description of the provision of the SRIT
33.1	National bidders may benefit from a margin of national preference during the evaluation. <i>(Not applicable).</i>
F- AWARD	
34.1	<i>The Project Owner awards the contract to the bidder whose bid has been found to be substantially compliant with the Tender File and who has the technical and financial capacity to execute the contract satisfactorily and whose bid has been evaluated as the lowest bid after application of the rebates proposed, if any.</i>
34.2	<i>The combination to be applied in case of simultaneous award of several lots is as follows the Project Owner or the Delegated Project Owner shall take into account the proposed rebates and shall base himself on the combination which is the most economically advantageous for it in order to draw up the list of successful bidders per lot: if not: Not applicable</i>
39.2	The final bond rate is 3% of the amount inclusive of all taxes of the contract Within twenty (20) days from the date of notification of the contract by the Project Owner, the contracting partner shall provide a final bond in accordance with the model attached to the Tender File. Failure to provide the said bond within the time limits and under the conditions set in Article 28 of the SAC shall expose the bidder to the penalties fixed in Article 37 of the said SAC.
40	<p style="text-align: center;">Ethical principles</p> <p>Tenders Board chairpersons and members, bidders and other persons involved in the procedure must always observe the strict rules of professional ethics. They must refrain in particular from corruption or any other form of fraudulent schemes. By virtue of these principles, the above expressions are defined as follows:</p> <ul style="list-style-type: none"> (i) Whoever offers, gives, solicits or accepts any form of benefit in order to influence the action of a public employee during the award or execution of a contract shall be guilty of "corruption". (ii) Whoever solicits or accepts several tenders issued by the same bidder under different company names and/or different registration numbers shall be guilty of "corruption". <p>ii. Whoever deforms or distorts facts in order to influence the award or execution of a contract or a jobbing order in a manner prejudicial to the Project Owner or the Delegated Project Owner shall be indulging in "fraudulent schemes. Fraudulent schemes" include in particular any agreement or collusive manoeuvre by bidders (before or after submission of the offer) aimed at artificially maintaining offer prices at levels which do not correspond to those that would result from free and open competition, and thus depriving the Project Owner or the Delegated Project Owner of related advantages" .</p>

Note relating to the Special Administrative Clauses

The Special Administrative Clauses (SAC) express all the rights and duties of the parties to the contract. These rights and obligations must comply in all respect with the General Administrative Clauses (GAC), which already lay down the regulatory framework applicable to the execution of works contracts.

In this respect, the provisions of the SAC supplement and/or specify the information expressly provided for in the GAC on the one hand, and that required by the contract concerned on the other hand, in compliance with the laws and regulations in force in Cameroon.

Unless specifically provided for otherwise in the SAC, the provisions of the GAC remain applicable:

In any case, where the provisions contradict themselves, the provisions of the Special Administrative Clauses shall take precedence over those of the General Administrative Clauses.

The number of the article of the GAC to which reference is made in the SAC is indicated in brackets. Other articles of the GAC not featuring in the SAC remain in force in the execution of the contract.

The SAC model clauses constitute an outline of the provisions that the Project Owner or Delegated Project Owner should follow to prepare each Tender File and the draft contract.

Chapter I: Generalities

Article 1: Subject of the contract

The purpose of this contract is to maintain some tarred roads (Virgin Land – Ntenefor – Mile 3 Nkwen) in Bamenda City.

The subject of the contract must be consistent with article 1 of the SRIT.

Article 2: Contract award procedure

This contract shall be awarded through Open National Invitation to Tender N°005/ONIT/BCC/ITB/2026 of 13/03/2026.

Article 3: Duties and security

3.1 Duties (see. Public Contracts Code)

For the application of the provisions of this contract, it is specified that:

- **The Project Owner shall be** the City Mayor of Bamenda City Council. He signs the contract, orders payment of services, ensures the preservation of originals of the documents relating thereto and the transmission of copies to the Authority in charge of Public Contracts and the Public Contracts Regulatory Body and to the Ministry in charge of Public Contracts or its relevant devolved service;
- **The Contract Manager shall be:** the Director of Technical Services in the Bamenda City. He ensures compliance with administrative, technical and financial clauses and contractual time-limits. He is responsible for the general management of the execution of services, he makes all the technical and financial arrangements and represents the Project Owner or the Delegated Project Owner in the competent dispute arbitration bodies. He provides the Project Owner or Delegated Project Owner with general administrative, financial and technical assistance during the definition, development, execution and acceptance stages of the works covered by the contract.
- **The Contract Engineers shall be** a Senior Engineer in the Department of Technical Services and the Divisional Delegate of Urban Development and Housing. They are accredited by the Project Owner or the Delegated Project Owner to monitor the contract execution under the supervision of the Contracts Manager to whom he reports;
- **The Project Manager** of this contract or the Control mission shall be a consulting firm recruited for the control and supervision of works. Herein after referred to as the Project Manager. *[Specify if it is a public or private law project management]*. He is responsible for defending the interests of the Project Owner or the Delegated Project Owner at the definition, preparation, execution and acceptance stages of the services under the contract. *(Not applicable)*
- **The body responsible for external control of public contracts** is the Ministry in charge of public contracts. The Ministry of Public Contracts or its relevant devolved service is responsible for checking that the contract has been properly executed, issuing the required prior approvals and approving the

2. The offer of the contracting partner and its appendices in all the provisions not contrary to the Special Administrative Clauses (SAC), the Special Technical Clauses (STC), or the technical clauses of the works, where applicable;
3. The Special Administrative Clauses (SAC);
4. The Special Technical Clauses (STC);
5. The estimate or the Detailed Quantity and Estimates (DQE);
6. The Schedule of Unit Prices (BPU);
7. The sub-detail of prices (SDP);
8. The General Administrative Clauses (GAC) to which it is specifically subject;
9. The execution project/programme, etc. [Insert and indicate, where appropriate, names and references];
10. Any other useful documents (the Minutes of Negotiations, the Technical Specification, the Plans, the Management Strategies and the Environmental, Social, Health and Safety (ESHS) Implementation Plans, the ESHS Code of Conduct, the analysis of the value of the project, if applicable, the execution project/programme, etc.);
11. The integrity charter;
12. The declaration statement to comply with social and environmental clauses.

Article 7- General applicable instruments

This contract is subject to the following general instruments: [non-exhaustive list, to be adapted as appropriate].

1. Law No 2018/011 of 11 July, 2018 on the Code of Transparency and Good Governance in the management of Public Finances in Cameroon;
2. Law No 2018/012 of July 11, 2018 on the financial regime of the state and other public entities;
3. Law No 2019/024 of December 24, 2019 on the General code of Regional and Local Authorities;
4. Law No. 96/12 of 5th August 1996 on the management of the environment;
5. Law No. 2025/012 of 17 December, 2025 on the Financial Regime of the State of Cameroon for the 2026 Financial Year
6. Law No. 2019/024 of December, 2019 on the General Code of Decentralized Territorial Communities.
7. Decree No. 2013/159 of 15 May, 2013 putting in place a special regime on Administrative Control of Public Finances
8. Decree No. 2018/366 of 20th June 2018 to institute the Public Contracts Code and its texts of application;
9. Decree No. 2018/4992/PM of 21 June, 2018 putting in place the General Rules regulating the maturation of Public Investment projects;
10. Decree No. 2020/375 of 07 July, 2020 on the General Regulations of Public Accounting.

Article 8: Communication

Only communications in writing should be considered within the framework of this contract and the notifications sent to the following address:

a) If the contracting partner is the addressee: Dear Sir/Madam: [To be specified] _____

- P.O Box _____

- Telephone: _____

- Fax: _____

b) If the Project Owner or Delegated Project Owner is the addressee:

Dear Sir/Madam: [to be specified] _____

- P.O Box _____

- Telephone: _____

- Fax: _____

with a copy sent at the same time to the Contract Manager and to the Engineer.

CHAPTER II: EXECUTION OF WORKS

Article 9: Consistency of the services

The works to be executed under this contract shall include: preliminary works, cleaning and earthworks, the maintenance of potholes and drainage structures, hydraulic structures, the realization of a layer of asphalt on a section of the road, signalization and equipment and all other subjections necessary for the good execution of the works.

[If the contract is awarded on the basis of a very specific supply, indicate the details of the supply, followed by the word "or equivalent"].

Article 10: Contract execution deadline

10.1 The time limit for the execution of the works subject of this contract shall be three (03) calendar months.

10.2 This time limit shall run from the date of notification of the Administrative Order to commence execution of the works.

10.3 This contract has a single phase.

For contracts with conditional tranches, the period for each tranche, which runs from the date of notification of the administrative order to start work on the tranche considered is: (not applicable)

Article 11: Obligations of the Project Owner or Delegated Project Owner

11.1 The Project Owner or the Delegated Project Owner is responsible for acquiring and making available the

Engineer, the Paying Body and the Project Manager if applicable.

- d) The Paying Body's prior visa may possibly be required before the signature of those having an incidence on the amount;
- e) In any case, any modification affecting the technical specifications or the special technical clauses shall be subject of prior study on the scope, cost and contract deadlines.

12.3 Administrative Orders of technical nature linked to the normal progress of the work shall be signed directly by the Contract Manager and notified to the Contractor by the Engineer or the Project Manager (if applicable) with a copy to the Minister in charge of Public Contracts, to the Regulatory Body and the Paying Body.

12.4 Administrative orders serving as formal notice shall be signed by the Project Owner or the Delegated Project Owner and notified to the Contractor by the Contract Manager, with a copy to the Minister in charge of Public Contracts, the Regulatory Body, the Contract Engineer and the Project Manager if applicable.

12.5 Administrative orders for the suspension and resumption of works due to bad weather or other cases of force majeure shall be signed by the Project Owner or Delegated Project notified by the Contract Manager to the Contractor, with a copy to the Minister in charge of Public Contracts, the body in charge of regulation, the Contract Engineer and the Project Manager, if applicable.

12.6 Administrative orders prescribing the works necessary to remedy any disorders not arising from the normal use that appears in the works during the guarantee period shall be signed by the Contract Manager, on the proposal of the Engineer and notified to the Contractor by the Engineer.

12.7 The Contractor has a period of fifteen (15) days to express reservations on any administrative order received. The fact that reservations are made does not exempt the Contractor from implementing the administrative orders received.

12.8 In the event of a group of enterprises, the service orders are sent to the representative, who alone has the right to submit reservations on behalf of the group that he represents.

12.9 The contract may include conditional tranches, the execution of which is subject, for each of them, to the possible lifting of the denunciation clause and to the Contractor being notified, by administrative order, of the Project Owner's decision to continue with the execution of the said tranches. If the Contractor has not been notified of this Administrative Order within the time limit set in Article 14 of this contract, the Project Owner and the Contractor shall be released from this obligation for this conditional phase on expiry of this time limit.

12.10 The administrative order to commence service on the conditional tranche can only be issued once the previous tranche has been completed and provisionally accepted. However, if the condition suspensive to the execution of the conditional tranche is the availability of funding, the notification of the administrative order to commence service shall be issued as soon as proof of the availability of funding is established.

arising from or closely related to the services (with the exception of the execution or continuation of the services).

The contractor must bear all professional expenses and to cover all risks of illness and accident in the context of his mission.

The contractor may not modify the composition of the team proposed in his technical offer without the Project Owner's written approval.

In the case of foreign enterprises, if the Contractor is not resident, he must maintain a duly authorised permanent representative in the Republic of Cameroon during the period of performance of the contract.

Article 14- Conditional tranche contracts *(Not applicable)*

14.1. [Specify whether the contract comprises one or more tranches and the conditions for notification of each of the tranches].

At the end of a tranche, the Project Owner or the Delegated Project Owner shall take delivery of the services for the tranche in question and issue a performance certificate to the Contractor in the year in which the contract is executed. This acceptance shall be a condition for the start of the next conditional tranche.

14.2. The period from the date of provisional acceptance of the previous tranche for the signature and notification by the Project Owner or the Delegated Project Owner of the administrative order to commence a conditional tranche is: [number of days to be specified if applicable].

14.3. The deadline for notification of this administrative order by the Contract Manager shall be a maximum of fifteen (15) days. This period is the same as that for the firm tranche.

Article 15- Contractor's personnel and equipment

15.1. Personnel of the enterprise

The enterprise shall be required to use the personnel proposed in the offer, whose team is composed as follows: *[To be specified]*.

Key personnel for the execution the works:

Project Manager:.....[give name].....

Clerk of the works:.....[give name].....

Other key personnel:.....[give names].....

In addition, indicate the personnel to be recruited in the case of the labour-intensive approach (HIMO), if any, and the method of their remuneration.

15.2. Replacement of key personnel

Any modification, even partial, to the proposals in the technical offer will only be made after written approval by the Project Owner or the Delegated Project Owner or the Contract Manager. In the event of a modification, the

In his relations with his personnel and the personnel of his subcontractors, who will be employed or involved in the performance of the Contract, the Contractor shall observe national holidays, public holidays, holidays for religious events or other customs, and all applicable local laws and regulations relating to labour law.

Except otherwise provided for in the Contract, if the Contractor deems it necessary to carry out work at night or on public holidays in order to meet the Service Levels and Contract completion deadline, and if the Contractor seeks the consent of the Project Owner or Delegated Project Owner to do so (if such consent is required), the Project Owner shall not unreasonably refuse such consent.

The Contractor shall be responsible for obtaining all necessary permits and/or visas from the relevant authorities so that all labour and personnel to be employed on the Site may enter and stay legally in Cameroon.

The Contractor shall, at his cost, provide the necessary means for the repatriation of all his personnel and the personnel of his subcontractors working on the Site to the countries where they were respectively recruited for the execution of the Contract, and shall take in charge, at his own cost, their temporary stay there between the date on which they cease to be employed for the execution of the Contract and the date scheduled for their repatriation.

15.6 Material proposed in the offer.

The contractor shall use the appropriate equipment of a standard comparable to the specifications of the TF, in the execution project for the proper execution of the services in compliance with standards.

Any modification made shall be notified to the Project Owner or the Delegated Project Owner for prior approval.

Article 16: Documents to be provided by the contractor

16.1 Work programme, Quality Assurance Plan and others [To be specified].

a) Within a maximum period of one (01) month from the notification of the administrative order to start the works, the administration's contracting partner shall submit, in six (06) copies, for approval [by the Contract Manager after the opinion of the Project Manager (or Engineer)] the works execution schedule, his supply schedule, his draft Quality Assurance Plan (QAP) and his Environmental Management Plan, if applicable.

This programme shall be presented exclusively according to the models provided and shall include:

- The minutes specifying the tasks to be carried out, if applicable;
- The list of works to be subcontracted;
- The description of the modalities to keep traffic, if necessary
- Etc.

- use of personnel, equipment and materials;
- the execution plans for the works/structures and the related calculation notes;
- supply plans;
- the graphic planning of the works;
- the list of works that the contractor will have them carried out by subcontractors, if any.

The updated and approved planning will become the contractual schedule. It should show the critical tasks. The contractor shall constantly keep up-to-date on the work site, a works updated planning which will take into account the actual progress of the works.

In case of failure to comply with the deadlines for approval of the above documents by the Administration, they shall be deemed to be approved.

Article 17: Provision of documents and site

The Project Owner shall make the works site and its access roads available to the Contractor in due course and as and when the works progress, in accordance with the execution programme.

The reproducible copy of the plans included in the Tender File will be provided by: [the Contract Manager or the Project Manager].

Article 18: Transport, insurance of structures and civil liability

18.1 Packaging for the transportation of equipment and materials

The supplier must take all necessary measures to ensure that the equipment or materials are protected by careful packaging suitable for transport by sea, air, rail or road. The supplier must make every effort to repair any damage caused during transport to the place of delivery.

18.2 Insurance

- a) As soon as the contract is notified, the contractor must take out an insurance policy with one or more approved insurance companies to cover the risks associated with the execution of the services covered by the contract.
- b) The following insurance policies are required under this Contract for the minimum amounts, deductibles, and other minimum conditions within fifteen (15) days of notification of the contract (To be specified according to the list below):
 - Third-party liability insurance covering the risk of bodily injury caused to third parties or the risk of death of third parties (including the Project Owner's personnel), the risk of loss or damage occurring during the execution of the work to property during supply or assembly or installations; if applicable;

or deficiency, to SMEs and Large Enterprises of which at least thirty-three percent (33%) of the capital is held by nationals.

Payment of the subcontractor may be made by the Project Owner when the amount of the service subcontracted by a single company is greater than or equal to ten percent (10%) of the total amount of the contract and any amendments or when it is established that the main enterprise is engaging in unorthodox practices vis-à-vis the subcontractor. Where the subcontractor is to be paid directly, the main contractor is required, when requesting authorisation, to establish that the assignment or security of receivables resulting from the contract does not prevent direct payment to the subcontractor.

Article 20- Site laboratory and tests

The contractor is bound to have his own laboratory on the site to enable him carry out all identification trials and/or studies on building materials defined in the STC. The personnel and the equipment in this laboratory must be approved by the Project Manager and the Contract Engineer within a period of fourteen (14) days on reception.

20.1 The trials, if applicable, provided for under this contract include: *[to be specified]*.

20.2 The necessary laboratory equipment and materials are: *[to be specified]*.

20.3 The modalities for the implementation of these trials are: *[to be specified]*.

The costs of these trials and controls shall be borne by the Contractor.

Article 21: Site logbook and meetings

21.1 Site logbook.

The contractor is bound to open a site logbook before the start of works. It is a single contradictory document. Its pages are numbered and initialled. No page should be removed. Parts that are crossed out or cancelled should be signalled in the margin for validation. Each day, the following information must be entered inside:

- the administrative operations relating to the execution and payment of the contract (notification, results of trials, job cost sheets);
- atmospheric conditions;
- reception of building materials and all types of approvals;
- incidents or details of all types which are of interest from the point of view of the future carriage structures or the actual duration of the works;
- Etc.

The contractor may enter incidents or observations likely to give rise to claims on his part.

carried out, test workshops of the State's public structures, or on the Project Owner's or Delegated Project Owner's sites).

These operations are the subject of a report drawn up on the spot and signed by the Project Manager, if applicable, the Engineer and the Contractor.

- b) When these operations are carried out by a technician, he draws up a report proposing acceptance, repair, improvement or rejection, which is sent to the committee for its decision.
- c) **The technical acceptance committee** or the technician assigned to this task must check the qualitative, technical and quantitative conformity of the work.

Regarding technical acceptance, the committee shall take one of the following decisions concerning all or part of the work:

- It accepts the quality and quantity of the work and, in this case, its decision is immediately enforceable;
- It finds that the work does not comply and rejects it. However, in this case, it may accept either that the work be put into conformity or that it should be the subject of a reduction. The Contractor shall be notified of the rejection of the service by registered mail or simple letter against receipt if it has not signed the report reaching this decision.

24.2 Preliminary operations to acceptance

The Contractor must inform the Contract Manager of the date on which he wishes the work to be accepted, no later than [To be specified] days before the end of the contractual period.

Provisional acceptance shall be pronounced immediately at the end of the execution of the work covered by this contract and after the Pre-Acceptance Operations. After visiting the site, the Committee shall examine the minutes of the pre-acceptance operations and proceed to provisional acceptance of the works if necessary.

For contracts comprising several tranches, the Project Owner or the Delegated Project Owner shall proceed with the provisional acceptance of the works for the tranche in question. This acceptance shall be a condition for the start of the next conditional tranche.

The acceptance visit is marked by the signing, on the spot, by all the participants, of an acceptance report mentioning whether acceptance is pronounced or not and, if applicable, the reservations to be lifted, together with deadlines, before pronouncing the said acceptance. If acceptance is not granted, the acceptance report shall specify the reservations to be lifted and the deadline before acceptance is granted.

To be valid, the acceptance report must be signed by at least two-thirds (2/3) of the members, including the Chairperson.

24.3 Composition of the acceptance committee

The Acceptance Committee shall be made up of the following members [as indication]:

In the event of rejection, the Contractor is obliged to reimburse the advances and down payments already received.

Article 25- Documents to be provided after execution

The Contractor shall submit to the Contract Manager if applicable or to the Contract Engineer within the thirty days following the date of the provisional acceptance of all the works, the as-built plan.

25.1 Within 30 days after the provisional reception of all the work, the Contractor will submit a dossier of verification with a plan to 1/100e and a report describing the work done.

25.2. The bond of the good execution of works will be released only after the submission of the dossier of verification.

Article 26- Contractual guarantee / maintenance during the guarantee period

26.1 Guarantee period

The duration of the guarantee is one (01) year from the date of provisional acceptance of the works or partial acceptance where applicable (to be specified).

The Contractor guarantees that the equipment delivered (if applicable) in execution of the contract is new and that the work has been carried out conveniently and in accordance with the required standards.

26.2 Maintenance during the guarantee period

During the guarantee period, the contractor shall be bound to carry out, at his own costs and in due time, all the works and repairs necessary to maintain in good condition the structure, that is, ensure within the ten (10) days

following the notification of the default by the administration and on the location of employment, the restoration of the structure for the consecutive defaults and repairs to remedy all the disorders caused by poor workmanship that may appear on the structures and equipment as the case may be, and pointed out by the Contract Manager or the Project Manager, as appropriate.

If, after provisional acceptance, the contractor has not complied within fifteen (15) days with the prescriptions of an administrative order concerning possible repairs and refurbishments, the Contract Manager shall have the right to have the repairs executed by his own workers or by another contractor and to collect the amount thereof at the expense of the contractor through deduction on any sums due or to be owed to the latter under the contract.

Article 27- Final acceptance

27.1 Final acceptance shall take place within a maximum period of [fifteen (15) days] from the expiry of the guarantee period.

27.2 The Project Manager [may or may not] be a member of the committee.

Article 31- Guarantees and bonds

The contractor must provide guarantees from financial institutions approved by the Minister in charge of Finance or that have local correspondents approved by the said Minister.

The guarantees described below in favour of the Project Owner or Delegated Project Owner shall be required within the deadlines, for the amount and according to and under the model indicated below:

31.1 Final Bond

- a) It shall be constituted by the contract holder and sent to the Contract Manager within a maximum of twenty (20) calendar days from the date of notification of the contract and, in any case, before the first payment.
- b) The amount is set at 3% of the amount of the contract including VAT, increased, where applicable, by the amount of any amendments.
- c) The guarantee shall be expressed in the currency(ies) of the Contract, or in a freely convertible currency satisfactory to the Project Owner or Delegated Project Owner, and shall follow one of the models provided in the Tender File, as specified by the Project Owner or Delegated Project Owner in
d) the SAC, or any other document satisfactory to the Project Owner or Delegated Project Owner.
- e) The substitution methods of the security are provided for in Article 140 of the Public Contracts Code.
- f) The final bond will be returned consecutively by the Project Owner or the Delegated Project Owner within a period of one month following the date of provisional acceptance of the works, following a release order issued by the Project Owner or the Delegated Project Owner at the request of the contractor.
- g) Small- and medium-size enterprises with national share capital and managed by nationals, as well as civil society organizations may, in lieu of security, provide a certified cheque, bank cheque, a legal mortgage or a bond issued by a banking institution or financial body authorized in accordance with the instruments in force

31.2 Start-up advance bond

The Start-up advance is set at a maximum 20% of the amount inclusive of all taxes of the contract guaranteed at 100% by a bank under Cameroonian law or a first-rate approved financial institution in accordance with the regulations in force) and the modalities to refund the guarantee.]

31.3 Performance bond (in replacement of retention bond)

[Where the contract has a guarantee or maintenance period, the retention bond shall be set at [10%maximum] of the amount of the contract inclusive of all taxes (IAT), increased, as appropriate, by the amount of the

supervision, provided that the request is made at least eight (8) days in advance and that it is related to the subject of the contract.

The amount of the works executed under State supervision referred to in paragraph 1 above shall not exceed 2% (two percent) of the contract amount, inclusive of all taxes.

35.2 In the event of duly established default by the Administration's contracting partner, the Project Owner or Delegated Project Owner may, failing to terminate the contract, and after the written authorisation of the Authority in charge of Public Contracts, prescribe total or partial supervision at the cost and risks of the said contracting partner. *[Refer to the separate instrument of the Authority in charge of public contracts laying down the conditions for executing works under State supervision.]*

35.3 Works executed under State supervision shall be remunerated on the basis of the State supervision unit prices provided for in the contract, or, failing that, salaries, allowances, social security charges, sums spent on supplies and equipment, increased under the conditions laid down in the specific instrument of the Authority in charge of Public Contracts defining the conditions for executing works under State supervision to cover overheads, taxes, duties and profits.

Article 36 : Valuing the supplies

36.1 Payments on account for supplies may be made in respect of expenditure incurred for the execution of works, supplies or services subject of a contract.

The terms for the payment of these advances are laid down in the Public Contracts Code.

36.2 A deposit is not required for payments on accounts for supplies.

36.3 In any case, the administration's contracting partner shall be responsible for the safekeeping of the materials which have given rise to an advance for supplies up to the acceptance of works.

Article 37- Advances

37.1 The Project Owner or Delegated Project Owner *[will or will not]* grant a start-off advance *[not exceeding 20% of the contract amount inclusive of all taxes (IAT)]*.

37.2 The start-up advance can be obtained by the administration's contracting partner on simple request addressed to the Project Owner or the Delegated Project Owner without justification. This advance starts to be reimbursed by deducting a percentage: *[To be specified]* from each payment on account once the total amount of work reaches 40% of the contract amount. The payment on account for the start-up advance shall take place after the deposits due have been put in place, in accordance with the provisions of the Public Contracts Code.

37.3 The total advance must be completely reimbursed not later than when the value of the basic price of the services executed shall have reached eighty per cent (80%) of the contract price.

acceptance, the contractor shall prepare, on the basis of joint statements the draft final detailed account of the works actually carried out, which shall summarise the total amount of the sums to which he may be entitled as a result of the execution of the contract in full.

This draft final detailed account, once rectified by the Project Manager or the Engineer and accepted by the Contract Manager becomes final. It is used to prepare the down payment for the balance of the contract, established under the same conditions as those defined for preparing the monthly detailed accounts.

38.3.1 *The Contract Manager has a maximum of seven (7) days to notify to the Project Manager the corrected and accepted draft.*

38.3.2 The administration's contracting partner must, within a maximum period of fourteen (14) days following the date of this notification, return the final detailed account signed without or with reservations, or make known the reasons for refusing to sign.

If the contractor signs with reservations or does not sign the final detailed account, the reasons for this refusal or reservation must be expressed by the contractor in a summary document of all the claims for which he is claiming payment, accompanied by the necessary supporting documents, and sent to the Project Manager within the same time limit as above, under pain of foreclosure.

The dispute is then settled in accordance with the provisions of the Public Contracts Code in force and the applicable GAC.

38.4 General and Final detailed account

38.4.1 At the end of the guarantee period, which gives rise to the final acceptance of the works, and within a period of thirty (30) days, the Contract Manager shall prepare the general and final detailed account of the contract and have it signed jointly by the contractor and the Project Owner or Delegated Project Owner. This detailed account includes:

- the final detailed account,
- the balance,
- the summary of monthly down payments.

The signing of the general and final detailed account without reservation by the contractor binds the parties completely and puts an end to the contract, and releases the Project Owner and the Delegated Project Owner from any obligations, except as regards interests on overdue payments.

35.8.2 *[Indicate the period within which the contractor must return the signed general and final detailed account (maximum 1 month)].*

The transmission of the general and final detailed account to the paying body for payment is subject to MINMAP prior endorsement. For this purpose, a copy of the corresponding job cost sheet and all the

contracting partner (amount or modalities to be defined);

- Others, to be specified by the Project Owner (amount or modalities to be defined).

40.4 In any case, the cumulative amount of the penalties shall not exceed ten percent (10%) of the amount of the initial contract and its amendments, all taxes inclusive, when need be, under risk of termination.

The Project Owner or Delegated Project Owner shall decide the deferment of penalties only after the opinion of the body in charge of the regulation of public contracts.

Article 41- Payment in case of a group of enterprises and subcontracting

41.1. In case of several group of enterprises, payments shall be made into the account indicated in the tender either in the name of the group or in the name of the authorised representative [*To be specified as appropriate*].

In the case of a joint group, payments shall be done into the different accounts of the co-contractors in the following manner: [*to be specified if applicable*].

41.2. Any payment on account for services performed by subcontractors shall be subject to the execution of the services provided for in the contract, and accepted subject to proof of payment by the Administration's contracting partner to the subcontractors.

The main enterprise has a maximum deadline of thirty (30) working days from the date of payment of the executed and accepted services bill to make payment to the subcontractor.

In case of non-payment of a subcontractor for services already paid for by the Project Owner or Delegated Project Owner, the latter may take coercive measures against the contract holder, including the direct payment of the subcontractor.

Article 42- Tax and customs regulations

The contract shall be liable to the tax and customs regulations in force in the Republic of Cameroon. The contract shall be concluded all taxes inclusive, in accordance with Law No..... of Finance Law of the Republic of Cameroon for the.....financial year and the General Tax Code which define the modalities for the implementation of the Public Contracts tax regime

The tax regime applicable to this contract notably comprises:

- Tax and duties relating to industrial and commercial benefits, including the AIR which constitutes a deduction on corporate tax;
- Registration fees calculated in accordance with the stipulations of the Tax Code;
- Dues and taxes attached to the execution of the services provided for by the contract:
 - Fees and taxes for entry in the Cameroon territory (customs duties, VAT, computer tax);

- Delay in the execution of works resulting in penalties beyond 10% of the amount of works;
- Adjournment or prolonged stoppage decided by the Project Owner or the Delegated Project Owner;
- Persistent non-payment of services;
- Refusal to repair poorly executed works;

Article 44.3 The contract may equally be terminated under the conditions stipulated in the GAC, notably in one of the following cases:

- In case of force majeure and after obtaining the opinion of the Authority in charge of Public Contracts in the absence of Administration's Contracting Partner responsibility without prejudice to damages the latter may claim;
- Persistent non-payment of the services;
- Reason of general interest.

Article 45- Case of force majeure

The contract holder shall not be held responsible for delays caused by a case of force majeure. In such a case, the contract holder shall inform the Project Owner or Delegated Project Owner in writing, within five (05) days of the existence of the force majeure and give the estimation of the resulting delays. Each time a case of force majeure will cause a delay, the contract holder shall be entitled to the extension of deadlines, if the Project Owner deems it is real.

Under this contract, "force majeure" refers to [Specify the GAC provisions and some special situations, as the case may be].

Cases of force majeure shall be established in accordance with the provisions of the GAC. The Project Owner shall be the one to appraise the nature of the force majeure and the justifications provided

In case where the Contracting Partner may invoke the case of force majeure resulting from weather conditions, the thresholds below which no claim shall be admitted are the following:

- *Rain: 200 millimetre in 24 hours;*
- *Wind: 40 metres per second;*
- *Flood: the flood of ten-year frequency.*

Article 46- Disputes and litigation

Disputes or litigation arising from the execution of this contract may be settled amicably. Where no amicable solution is found for the dispute, it shall be brought before the competent Cameroonian court.

DOCUMENT No. 5
SPECIAL TECHNICAL CLAUSES (STC)

Article B329 - Adjustment of platforms
Article B330 - Roads
Article B331 - Finishing of platform
Article B332 - Execution of the subgrade
Article B333 - Execution of the base layer
Article B334 - Control tests for the implementation of the subgrade and the base course

ARTICLE B340 - PAVEMENT AND SIDEWALKS COVERINGS

Article B341 - Method of execution of multi-layer coatings
Article B342 - Dense asphalt pavements
Article B343 - Control of profiling and thicknesses
Article B344 - Methods of control
Article B345 - Obligation of the co-contracting party with regard to the control.
Article B346 - Possible losses for non-compliance with technical clauses

ARTICLE B400 - EXECUTION DRAINAGE WORK

Article B401 - General indications

ARTICLE B410 - EARTHWORKS

Article B411 - Execution of trenches and excavations
Article B412 - Execution of trenches using mechanical devices
Article B413 - Shoring and shielding
Article B414 - Drainage under pipeline and structure
Article B415 - Backfilling of trenches
Article B416 - Impoundment of works
Article B417 - Installation of filter devices

ARTICLE B420 - DRAINAGE NETWORKS

Article B421 - Laying of pipes and their accessories
Article B422 - Inspection manholes and drains
Article B423 - Pipe tests
Article B424 - General test of underground sewerage networks
Article B425 - Construction of gutters and scuppers
Article B426 - Maintenance during the warranty period

ARTICLE B500 - EXECUTION OF HYDRAULIC STRUCTURES

Article B501 - Earthworks
Article B502 - Manufacture and transport of concrete
Article B503 - Implementation and hardening of concrete
Article B504 - Siding
Article B505 - Reinforced concrete structures

ARTICLE B600 - METHOD OF EXECUTION OF SPECIAL FITTINGS

Article B601 - Safety device for pedestrians
Article B602 - Anti-parking device
Article B603 - Guardrail
Article B604 - Guardrails
Article B605 - Slices for cables and sleeves
Article B607 - Sleeves - flexible sleeves
Article B607 - Warning mesh
Article B608 - Draft chamber
ARTICLE B609 - ANCHOR MASSIVE
Article B610 - Kerbs

ARTICLE B700 - HORIZONTAL SIGNALIZATION

Article B701 - Qualities and tests of constituent materials
Article B702 - General provisions on supplies

B103.1 Technical Clauses Book (C.C.T. ex-C.P.C)

- Booklet N ° 1: General provisions common to the various types of work
- Fascicle N ° 2: General earthworks
- Fascicle N ° 3: Supply of hydraulic binders
- Fascicle N ° 4 (Title 1): Steel for reinforced concrete
- Booklet N ° 7: Soil recognition
- Fascicle N ° 23: Road aggregates
- Fascicule N ° 24: Supply of hydrocarbon binders used in the construction and maintenance of pavements
- Fascicle N ° 26: Execution of surface plasters
- Fascicule N ° 31: Borders and gutters in natural stone or concrete and concrete retaining devices
- Fascicle N ° 32: Construction of sidewalks.
- Fascicule N ° 35: Works of green spaces, sports and leisure areas
- Fascicle N ° 50: Topographic works, large-scale plans
- Booklet N ° 61:

Title 4:

Title 5:

Climatic actions

Design and calculations of bridges and metal constructions

- Booklet N ° 62

(Title 1 - Section 2): Technical rules for the design and calculations of reinforced concrete structures and structures according to the limit states method

- Fascicle N ° 63: Execution and implementation of unreinforced concrete, preparation of mortars
- Fascicle N ° 64: Masonry work for civil engineering structures
- Fascicle N ° 65: Execution of civil engineering works in reinforced or prestressed concrete
- Fascicle N ° 66: Execution of bridges and other metal frames of similar techniques
- Booklet N ° 67: Waterproofing of engineering structures
- Fascicle N ° 68:

Title 1:

Execution of foundation works

B103 - STANDARDS AND REGULATIONS

The applicable standards are those in force in the Republic of Cameroon or failing that, the French standards in force in the construction industry.

Other standards will be accepted if their quality is equal to or better than the specified standard after submission for approval by the Inspection Engineer.

The sources, qualities, types, dimensions, weight, and characteristics, as well as the methods of testing, marking, checking and acceptance of materials and supplies, must meet the standards in force at the time of signing the Contract.

The Co-contractor is deemed to be familiar with these standards and in particular the following documents:

B103.1 Technical Clauses Book (C.C.T. ex-C.P.C)

- Booklet N ° 1: General provisions common to the various types of work
- Fascicle N ° 2: General earthworks
- Fascicle N ° 3: Supply of hydraulic binders
- Fascicle N ° 4 (Title 1): Steel for reinforced concrete
- Booklet N ° 7: Soil recognition
- Fascicle N ° 23: Road aggregates
- Fascicule N ° 24: Supply of hydrocarbon binders used in the construction and maintenance of pavements
- Fascicle N ° 26: Execution of surface plasters
- Fascicule N ° 31: Borders and gutters in natural stone or concrete and concrete retaining devices
- Fascicle N ° 32: Construction of sidewalks.
- Fascicule N ° 35: Works of green spaces, sports and leisure areas
- Fascicle N ° 50: Topographic works, large-scale plans
- Booklet N ° 61:

Title 4:

Title 5:

Mobilisation and demobilisation of equipment
Scarification of the exiting road surface and moulding
Cut and throw
Fill from borrow pit
Foundation course in laterite
Base course in crushed aggregate 0/31.5
Priming
Bituminous concrete
Reinforced concrete gutters
Supply and placement of reinforced concrete ring culverts
Construction of reinforced concrete box culvert 3x3
Horizontal signalisation
Vertical signalisation
All other works described in the cost estimates and bill of quantities.

GENERAL

The control tests and execution studies prescribed in this CCTP will be the responsibility of the Co-contractor who is required to submit the results for the approval of the Project Manager. Samples of the materials and equipment that will have been retained by the Project Manager will be kept in the premises of the Project Manager on the site.

ARTICLE B201 - AGGREGATES FOR MORTARS AND CONCRETE

Aggregates for mortars and concretes must meet the requirements of the French standards cited in fascicules 65 of the C.C.T.G. (see B103.1). The aggregates will be of uniform quality and without excess of flat or elongated lumps, dust or impurities.

In addition, it is specified that the dimension of the gravel for concrete will be at most equal to 25 mm. This maximum size will be reduced to 15 mm in the rubbed areas.

However, in massive structures and with the express agreement of the Project Manager, the maximum size may be increased to 40 mm.

Concrete 0/25 will be made up of at least three classes of aggregates, the grain size curves being taken from the following series of sieve dimensions, expressed in millimetres: 2 - 4 - 6.3 - 10 - 20 or 3 - 5 - 8 - 12.5 - 15 - 25.

The sands will be of good quality, stable, clean and free of dust, shale, clay or organic debris. They should not contain more than 5% of fine elements passing through an 80 micron sieve. No grain should be larger than 6.3 mm. The sand equivalent will necessarily be greater than 70.

The aggregates will be stored in such a way that the different classes cannot mix. Contamination by mud and dust should be avoided. A good drainage of stocks must be ensured.

The quality and size of the aggregates must be subject to the approval of the Project Manager. This approval will only be acquired after the resistance tests on concrete specimens carried out with the proposed aggregates have been found to be satisfactory.

ARTICLE B202-HYDRAULIC BINDERS

The cement used in the composition of ordinary or reinforced concrete and mortars will be of the class CPA 325 or CPJ 35. The use of aluminium cement will not be authorized as well as the cement mixture.

The dose of cement indicated in the table cannot be reduced even if the resistance of the tests exceeds the prescribed values.

a) Consistency

The consistency of quality concretes BQ2, BQ3 and BQ4 will be measured with the AGTM cone, the subsidence will be less than 5cm. The Co-contractor must in all cases have the necessary equipment so as to ensure satisfactory vibration of the concrete.

b) Composition

The study of the composition of concrete is the responsibility of the Co-contractor.

The Co-contractor must present his proposals to the Project Manager and submit for his approval the particle size composition and the volumes of water to be incorporated per cubic meter and this in good time to meet the contractual execution period.

The Co-contractor has a period of fifteen (15) working days from the notification of the market to present the composition of the concrete.

The Project Manager will make its observations or give its approval within seven (07) working days from the date of receipt of the Co-contractor's proposals.

Following the approval by the Project Manager of the concrete compositions proposed, the Co-contractor will carry out mix tests for each concrete quality indicated. The tests must correspond to the manufacturing conditions on the site.

The Co-contractor will only apply the mixtures approved by the Project Manager.

B205.2. Mortars

Depending on their destination, the mortars will have the following compositions:

M400:

Mortar at 400 kg of cement per cubic meter of sand. It will be used to produce the coatings seen from the structures (manhole cover slabs, superstructure structure).

M500:

Mortar at 500 kg of cement per cubic meter of sand with the addition of Sika N1 product following the dosage prescribed by the manufacturer and subject to the approval of the Project Manager. This mortar will be used for the waterproof interior plasters of the structures.

The W / C (water / cement) ratio indicated in the table is the maximum admissible for the implementation of the corresponding type of concrete.

The dose of cement indicated in the table cannot be reduced even if the resistance of the tests exceeds the prescribed values.

a) Consistency

The consistency of quality concretes BQ2, BQ3 and BQ4 will be measured with the AGTM cone, the subsidence will be less than 5cm. The Co-contractor must in all cases have the necessary equipment so as to ensure satisfactory vibration of the concrete.

b) Composition

The study of the composition of concrete is the responsibility of the Co-contractor.

The Co-contractor must present his proposals to the Project Manager and submit for his approval the particle size composition and the volumes of water to be incorporated per cubic meter and this in good time to meet the contractual execution period.

ARTICLE B207 - COMPACTION AND MIXING WATER

The supply of water is the responsibility of the Co-contractor. The proportion of materials dissolved or suspended in the compaction water must be low enough so that it does not cause a reduction in the qualities of the earthworks of the roadway.

The water used both for mixing and for compaction must have the physical and chemical properties set by the standard defined in the prescriptions of booklet 65 of the C.C.T.G. It should not exceed a temperature of 30 ° C and should not contain more than 2 g of dissolved salt per liter.

Questionable water will be subjected to chemical analysis by the care and at the expense of the Co-contractor.

ARTICLE B207 - STEELS FOR REINFORCED CONCRETE

The steels used for the reinforced concrete will be as follows:

Steels with high adhesion Fe400 in accordance with the standards cited in booklet 4 in title 1 of the C.C.T.G.

Minimum yieldstrength: 400 MPa

For each supply of steels intended for the works, the Co-contractor will provide certificates indicating the results of tests undergone by the materials. If test results are not available, the Employer may refuse its use. The steels will be securely tied in bundles. The bundles must be clearly marked with the supplier, the quality, the delivery date and the length, diameter and number of bars.

Steels for reinforced concrete will be stored on supports above the ground and will be protected against rust, oil and other harmful influences.

ARTICLE B208 - PROFILES AND MISCELLANEOUS STEELS

The various profiles, sheets, plates, bars, tubes shall be in laminated mild steel, of weldable quality, non-brittle, malleable, free from flaws, streaks, cracks, cracks. Parts to receive a protective zinc coating will be hot dip galvanized. The weight of zinc will not be less than 200 grams per square meter (single sided). They will comply with the prescriptions of booklet 4, title 3 of the C.C.T.G.

ARTICLE B209 - FORMWORK

The formwork will be made up of metal elements, wood or any other equivalent material. They will be subject to the approval of the Project Manager.

The slab, raft and wall forms that will remain in view will be smooth, ensuring smooth and even surfaces. They will comply with the prescriptions of fascicle 65 of the C.C.T.G.

ARTICLE B211 - SHAPING OF REINFORCEMENT FOR REINFORCED CONCRETE

The conditions of use of the reinforcements must comply with the prescriptions of booklet 4, title 1 of the C.C.T.G.

Article 21 of fascicle 65 of the C.C.T. is completed as follows:

When it is necessary to constitute reinforcement with several bars, the joints are distributed over a certain length so that, in a section, there are at least 2/3 of the continuous bars, it being accepted that the overlap of the reinforcements to improved adhesion will comply with the requirements of the reinforced concrete rules in force.

In the event that the natural terrain does not have these characteristics, the Co-contractor would be required to provide a top layer meeting these standards.

The remuneration for the presentation of the fund is not specified separately in the price schedule, but is considered to be included in the other unit prices.

ARTICLE B213 - MATERIALS FOR FOUNDATION AND BASE LAYER

The definition of the pavement body structures will be finalized in agreement with the Project Manager before the start of works.

The foundation layer will be executed:

- lateritic gravel with an I.P. less than 35 and a CBR greater than 40
- in natural gravel reconstituted according to proposals allowing to obtain an I.P. less than 30 and a CBR greater than 35.

The base layer will be executed:

- gravelly lateritic or lateritic T.V. reconstituted according to the characteristics defined above, improved to 4% cement,
- in crushed gravel 0 / 31.5.

The pavement layers in gravel bitumen will be carried out in accordance with the Directives of the SETRA-LCPC "for the realization of the pavement foundations in gravel bitumen and sand-bitumen of September 1972".

The quarries from which the materials will come must be approved by the Project Manager.

The materials for the foundation and base layer must meet the specifications indicated in the table below with the exception of asphalt gravel which will be considered as dense asphalt (see article B214 below).

Parameters	FONDATIONS		BASE		BASE				TESTS
	Laterite		Crushed aggregates 0/31,5		Stabilis laterite ciment 4%				Quantity
CBR after 4 days of immersion at 95 % OPM	≥ 30		≥ 150		≥ 160				1/1000 m ²
Percentage of fines (elements at 0,08 mm)	≤ 35		≤ 35		≤ 30				1/1000 m ²
Plasticity index	≤ 30		≤ 6		≤ 25				1/500 m ²
Gonflement	≤ 2 %		≤ 1 %		≤ 2 %				1/1000 m ²
Proctor density	≥ 1,9		> 2,20 T/m ³		≥ 1,9				1/500 m ²
Organic content	≤ 2 %		≤ 1 %		≤ 1 %				1/2000 m ²
Simple compression resistance - Rc (3 days curing with air, 4 days immersion) - Rc (7j air curing)					T1	T2	T3	T4	1/2000 m ² 1/2000 m ²
					5	5	7	7	
					5	15	20	20	
Traction Resistance (days air curing)	/				1	1	15	15	1/1000 m ²
Granulometry	0,08 mm 35 % maxi	0,08 mm	2 - 10	(voir LADN 1987)					
		0,2 mm	8 - 20						
		0,5 mm	17 - 32						
		2 mm	30 - 50						

--	--	--	--	--	--	--	--	--

The aggregates must have excellent granularity and a crushing index equal to 90.
 The equivalent of sand measured on the 0 / 6.3 fraction of the reconstituted mixture will be at least equal to 60, on the 0/4 fraction of the sand; the equivalent of sand will be greater than 40.
 The hardness by the Los Angeles test on class 6/10 will be less than 35.
 The binder content should be in the range 5.5 to 6.5 for bituminous concrete and 3.5 to 4.5 for serious bitumen.
 Filler: The filler water content will be between 5 and 9%. The filler / bitumen ratio will be between 1.1 and 1.4.

1) Bitumen:

The binder will be pure bitumen with a 60/70 or 80/100 penetration.
 Bitumen with hardness greater than 150 or less than 50 are not recommended.

2) Typical formulas for dense bituminous concrete:

The Contractor will formulate the composition of the dense asphalt that he plans to use. This composition must correspond to the requirements of the table below: (given as an indication)

GRANNULATS	COMPOSITIONS RANGE	FORME - TYPE RANGE
Proportion of 6/10 or 8/12 %	30 - 35	30
Proportion of 4/6 ou de 4/8 %	15 - 20	20
Proportion d'apport %	48 - 55	48
Filler %	1 - 3	2
Granulometry % passant		
Sieve 10 mm	95 - 100	97
6 mm	62 - 74	70
4 mm	48 - 58	49
2 mm	30 - 45	33
1 mm	20 - 28	23
0,315	10 - 19	14
0,2	6 - 15	10
0,08	5 - 9	7
Specific surface m ² /Kg	8,7 - 14,7	11,8
Sand equivalent of fraction 0/6	> 60	> 6
Los Angeles	<< 35	<< 35
Flakiness index	Satisfactory	
Adhésivity VIALIT	Satisfactory	< 25
BITUMEN		
Hardness	60/70	60/70
Mixture		
% B.B.	2,3 - 3,0	2,6
Module de richesse % G.B.	3,0 - 3,9	3,75
Bitumen content % B.B.	5,5 - 6,5	6,2
Ratio filler/bitumen %	1,1 - 1,4	1,2
Bitumen content G.B.	3,2 - 4,2	3,7
PERFORMANCE ANTICIPABLES		
4.1 - DURIEZ ou (LCPC)		
Rc DURIEZ at 18 °C 1+7 days air (bars) G.B.	50 - 100	65
B.B.	60 - 110	80
Ration Rc/Rc% G.B. - B.B.	0,65 - 0,85	0,70
Apparent density T/m ³ G.B. - B.B.	2,25 - 2,45	2,30
Compacity % G.B.	88 - 94	> 90
BB	90 - 96	>> 92
4.2. MARSHALL		

ARTICLE B217 - WATERPROOFING DEVICES

Sealing gaskets for box culverts and rectangular channels must have the following characteristics:

- Tensile strength greater than 20.4 N / mm²
- Elongation at break greater than 400%
- Minimum width: 260 mm
- Minimum thickness: 9 mm.

ARTICLE B218 - CONCRETE PIPES

Not applicable

ARTICLE B219 - PVC PIPES

Sanitation series PVC pipes will be used for the pipes and sheaths. These pipes must meet the French standards specified in fascicle 71 of the C.C.T.G. in particular AFNOR T54-002, T54-003, T54-016, T54-028, T54-029 and T54-038 standards.

ARTICLE B220 - ROAD MOLDS

The manhole covers, drain screens etc. located in the right-of-way of the roadway will be in unalloyed spheroidal graphical cast iron, class 400.

ARTICLE 221 – dry packing

The riprap will be of N 4 hardness, semi-firm quality, and comply with the standards of booklet 64 of the C.C.T.G.

ARTICLE B222 - ROAD PAINTINGS

The products used for the markings must be retro-reflective, and must be approved in their country of origin. The approval forms will be subject to the prior approval of the Project Manager.

ARTICLE B223 - HYDROFUGES

The buried concrete facings will be covered either with a de-acidified tar, hot bitumen, or a non-acid emulsion of bitumen.

ARTICLE B300 - PERFORMANCE METHOD OF PRELIMINARY WORKS - EARTHWORKS - PAVEMENTS

ARTICLE B301 - GENERAL PROVISIONS

B301.1 General

The Co-contractor will take all the necessary measures to avoid accidents of any kind that could occur as a result of the work.

Access to the site must be strictly prohibited to the public or to any person outside the site. Signs with large print will be placed at the main entrances to the site.

The Co-contractor must also submit to all regulatory safety measures. He will be responsible for all accidents occurring on the site and caused by the work to third parties, to his staff and to civil servants of the administration.

All precautions will be taken by the Co-contractor and at its expense to maintain safe traffic on the routes covered by the works. He will submit for the approval of the Project Manager the arrangements he intends to take for the establishment of detours and the maintenance of all the routes used to ensure traffic during the work.

B301.2 - Water drainage

The Co-contractor must, under its responsibility, organize its site in such a way as to get rid of all kinds of water, to maintain the flows and to take all the necessary measures so that these are not prejudicial to the temporary works necessary for the evacuation. Run off or infiltration water.

ARTICLE B311 – BUSH CLEARING

The Co-contractor will carry out the general clearing of the land, the felling of trees and their stump removal, as well as the evacuation of all the corresponding elements outside the site, in a place approved by the Project Manager. On the instructions of the inspection engineer, certain trees may be preserved as long as they do not constitute an obstacle to the execution of the work.

ARTICLE B312 - VOID

All natural or artificial cavities such as wells, sumps, septic tanks, location of stumps located in the right-of-way of the works will be emptied and backfilled with compacted sand after the agreement of the Project Manager.

Only the floor areas of cavities more than 1 meter deep to be treated will be taken into account in the attachments.

ARTICLE B313 - SCARIFICATION OF EXISTING PAVEMENTS

In some areas, scarification of existing pavements may be necessary. These areas as well as the depth of scarification will be fixed by the Project Manager. The possible use of scarified materials can only be done after agreement of the Project Manager.

ARTICLE B314 - DEMOLITION

The contractor must demolish constructions, hedges, fences, etc. existing in the right-of-way of the work to be carried out. The masonry encountered will be levelled 0.50 meters below the level of the excavations to be opened.

The demolition of constructions of all kinds can only be undertaken after delimitation of the rights-of-way and the establishment of an inventory report, specifying the constructions or portions of construction to be demolished before starting the demolition work, quantities will be established by a joint mission of the contractor and the Project Manager. All costs of establishing quantities such as additional excavation etc. will be included in the unit prices for this work.

Demolitions made before this mission will not be remunerated.

Demolitions and restorations not envisaged by the project will be the responsibility of the contractor in accordance with article A 305 of the CPS.

Incineration of materials is prohibited on the site.

The use of explosives to demolish the structures is strictly prohibited.

All water, electricity and telephone connections must be disconnected before demolition, in agreement with the concessionaire services and at the contractor's expense.

ARTICLE B315 – DUMPING SITE

All products and materials to be removed from the site may be deposited at the expense of the Co-contractor:

- At the public landfill in agreement with the Project Manager and the Town Hall,
- In a place specified by the Project Manager on the municipal territory,
- In a place proposed by the Co-contractor with the agreement of the Project Manager

The excavated material placed in permanent storage will be levelled and levelled according to the instructions of the Project Manager.

ARTICLE B320 - EARTHWORKS

ARTICLE B321 – TOP SOIL SCRAPPING

In the event of the expenditure of topsoil, the stripping will be on the right-of-way of the earthworks and on a thickness defined in agreement with the Project Manager. The topsoil thus extracted will be transported to

B324.3 - Execution method of cuttings

Excavation in soft ground

The excavations in soft ground corresponding to the first four categories designated above will be carried out using mechanical devices. They will be sorted and deposited near their place of reuse or evacuated to the landfill if they are not reusable. Compaction of the form must be carried out so as to obtain, over a thickness of 30 cm, a density equal to 95% of the O.P.M.

If purges are necessary, the excavations will be carried out to the depth fixed by the Project Manager. The theoretical dimension of the cuttings will be made up by adding good soil which will be put in place as described in article B326 below for the embankments.

Excavation in rocky terrain

Close to the buildings, the excavation in rocky terrain will be carried out with a pneumatic hammer. The theoretical side slope will be caught up by adding fine rock cuttings.

ARTICLE B325- BORROW PIT

In the only case where the Co-contractor would be obliged to resort to borrowing materials, due to a lack of reusable cuttings as backfill, the exploitation of quarries and borrow pits can only begin after written authorization of the Master of Work. This authorization may be withdrawn at any time if the Project Manager considers that the exploited deposit no longer yields materials of satisfactory quality.

The Co-contractor may not claim any compensation on this account. It is specified that, if the careers and loans prove to be insufficient or if the quality of the materials is such that the Project Manager has to refuse them, the Co-contractor will do his business to find new careers.

The materials from these new quarries will be subject to the approval of the Project Manager in the event of non-acceptance, the Co-contractor will be required to resume the search for quarries or deposits of materials meeting the requirements set and the necessary quantities.

The Co-contractor will bear all the operating costs of the borrow pits and quarries and in particular:

- the opening and development of access tracks;
- clearing and deforestation, removal of plant soil or unwanted cover materials and their storage outside the limits of the loan;
- restoration of the site after quarry operation.

The drainage of the borrow rooms must be done efficiently.

All measures must be taken so that runoff water can flow normally outside the limits of the borrow areas.

ARTICLE B 326 - REQUIREMENTS APPLICABLE TO FILL

B 326.1 - Different categories of backfill

Embankments are classified into four categories:

- Category 1 :	Compacted fill (IP < 40 et CBR > 10)
- Category 2 :	Fill in swampy areas (IP < 40 et CBR > 10)
- Category 3 :	Fill for platform (IP < 40 et CBR > 15)
- Category 4 :	Remblais mis en dépôt (IP > 40 et CBR < 5).

B 326.2 - Origin of materials

The materials used in the constitution of the backfill will come either from the excavations or from the quarries or from the borrow pits proposed by the Co-contractor and approved by the Project Manager.

B 326.3 - Preparation of the platform under fills

The additional compaction preparation is carried out, if necessary, over the entire width of the embankment right-of-way.

Compaction will be carried out so as to obtain a dry density of the compacted soil at least equal to 90% of the dry density of the Optimum Proctor modified over a thickness of at least 25 cm.

The water content of the soils before implementation on the site must be able to be recognized on a regular, continuous and safe basis. The compaction will be checked daily and at any request from the Project Manager.

The approved materials which constitute the layers leveled on unloading must be homogenized and scarified. If necessary, with the motor grader and the harrow. The materials will be brought into the range of water content necessary to obtain the prescribed dry density taking into account the compaction energy required (site test diagram), if they are too dry, the materials will be sprayed with water. regularly before and during compaction operations. On the contrary, if the materials turn out to be too wet, the Co-contractor may bring them back to an acceptable level by prior drying activated by mechanical ventilation, harrowing or ploughing.

Otherwise, the site will be stopped if the company fails to accept the subjection to open a new loan deemed satisfactory. In any event, these soils will only be implemented with the agreement of the Project Manager, who may prescribe their assessment outside the site and who remains the sole judge of the duration of the site shutdown. This will be extended until the soils to be used are in the conditions necessary to obtain satisfactory compaction without the Co-contractor being able to consider itself entitled to claim any compensation whatsoever for fixed assets.

It is expressly specified that the earthworks will be interrupted whenever the degree of compaction required in this article cannot be ensured. The materials will be used at a water content close to the optimum water content to within plus or minus 2%. Evaporation must be taken into account, which in the dry season is important.

The different minimum degrees of compaction to be achieved will be for 90% of measurements in all cases greater than the following values:

	Mini	Tolérance (10 % de mesure)
- Soilreceivingfills	90 % OPM	88 % OPM
- Corps de remblais	90 % OPM	88 % OPM
- last coat of fill (95 % OPM	92 % OPM
- foundation	90 % OPM	95 % OPM
- base course	95 % OPM	96 % OPM

In the event of deterioration due to the settling of the embankments or to the insufficiency of their characteristics, the Co-contractor may in no way be turned against the Client and must take over the damaged areas at its expense.

ARTICLE B 329 – GRADING OF THE PLATFORMS

After earthworks, the platforms and embankments must be adjusted and cleaned in the right-of-way of the works.

All measures will be taken to ensure the evacuation of runoff water without gulying and without harming riparian properties.

ARTICLE B 330 - (PLATFORM)

ARTICLE B 331 - FINISHING OF FORM BEDS

After compaction, the profile of the platform, shoulders and approaches will be adjusted so as not to reveal a difference greater than 2 cm below the four-meter rule.

The Contractor will request in writing to the Employer the reception of the platforms. He must provide a register of density checks on the section considered: two checks every 50 m or one check per profile alternating the measurements.

ARTICLE B 332 - EXECUTION OF THE FOUNDATION LAYER

The foundation layers will comply with the requirements of article B213. It is specified that the thicknesses will be given for information only. It is the Co-contracting party's responsibility to have all the necessary tests carried out at its own expense on the materials it proposes to use. In view of the results of these tests, the Project Manager may possibly prescribe other thicknesses.

concerned at its own expense. The same applies in the event of non-compliance with the prescriptions in terms of dosage, CBR, compactness, lamination or cracking other than shrinkage. In these cases, he will have to scarify the base layer, add cement, mix and compact it.

The Co-contractor must take all measures to ensure the good bond between the base layer and the foundation layer. In case of in situ mixing, it will ensure to penetrate the underlying layer by 1 to 2 cm.

All protective measures must be taken by the Co-contractor and at its expense, to take into account the curing constraints of the selected natural materials, improved with cement and the maintenance of circulation.

Transport and spreading of material

The material can be transported and spread by means of trucks or scrapers followed by the grader which must give the layer to stabilize the geometric characteristics of the project, taking into account the reduction in thickness deriving from compaction.

Preliminary compaction

The layer of material thus spread will receive a preliminary compaction or pre-compaction intended to allow the circulation of the machines.

Compaction

It is specifically recalled that all compaction operations must be started immediately after mixing and finished before the cement sets, in any case, within three hours of mixing. For this purpose, the Co-contractor must have sufficient number and type of compaction equipment available to obtain, within the aforementioned times, the prescribed dry density of the mixture. If, for whatever reasons, the compaction operations are not completed in time or the prescribed density has not been met, the Co-contractor must, at its expense, remove the stabilized layer over the entire section in question and deposit the material outside of the right-of-way in places approved by the Control Engineer.

Finishing

Before the binder has started setting, the Co-contractor must carry out the finishing operations to give the stabilized layer the profile of the project, both longitudinal and transverse, as indicated on the plans. If necessary, after the passage of the grader which gives the final profile, a compaction of the closures of the superficial parts will be carried out, preferably this operation will be done with a tire roller.

Repetition of construction

Whenever the stabilization operation is resumed after the end of the setting time (therefore at least each time the working day is restarted), the mixing operations must be preceded by a picking of the terminal part already carried out, until the elimination of any material which, by the very nature of the work, does not have the characteristics of homogeneity and hardness proper to the soil - cement. All arrangements will be made to avoid lamination.

Tack layer

Immediately after the completion of the compaction of the stabilized material, the tie coat will be spread in accordance with article B 214 of this C.P.T.

Installation schedule and traffic opening

Traffic will be prohibited on the compacted layer for approximately seven (07) days. The precise times for compaction and opening to traffic will be determined in the laboratory.

Dosage distribution:

Grave lateritic: 75%

Crushed 0/315: 25%.

ARTICLE B 334 - TESTS OF IMPLEMENTATION OF THE FOUNDATION COAT AND THE BASE COAT

The pavement body installation control tests are listed in the table below:

Nature des travaux	Nature de l'essai	Résultatsexigés	Nombred'essai à réaliser
Compactage de la couche de fondation	Compacité en place	Supérieure ou égale à 97 % de la densité sèche de l'O.P.M*.	1 tous les 250 m ²
Compactage sur emprise de trottoirs	Compacité en place	≥ à 97 % de la densité sèche de l'OPM*	1 tous les 500 m ²

The equivalent of sand measured on the 0 / 6.3 fraction of the reconstituted mixture will be at least equal to 60, on the 0/4 fraction of the sand; the equivalent of sand will be greater than 40.
 The hardness by the Los Angeles test on the 6/10 class will be less than 35.
 The binder content should be in the range 5.5 to 6.5 for bituminous concrete and 3.5 to 4.5 for serious bitumen.

Filler: The filler water content will be between 5 and 9%. The filler / bitumen ratio will be between 1.1 and 1.4.

Bitumen:

The binder will be pure bitumen with a 60/70 or 80/100 penetration.

Bitumens with a hardness greater than 150 or less than 50 are not recommended.

Typical formulas for dense bituminous concrete:

The Contractor will formulate the composition of the dense asphalt that he plans to use. This composition must correspond to the requirements of the table below: (given as an indication)

GRANNULATS	COMPOSITIONS ENVELOPPES	FORME - TYPE MOYENNE
Proportion of 6/10 ou 8/12 %	30 - 35	30
Proportion of 4/6 ou de 4/8 %	15 - 20	20
Proportion d'apport %	48 - 55	48
Filler d'apport %	1 - 3	2
Granulométry % passant		
Tamis 10 mm	95 - 100	97
6 mm	62 - 74	70
4 mm	48 - 58	49
2 mm	30 - 45	33
1 mm	20 - 28	23
0,315	10 - 19	14
0,2	6 - 15	10
0,08	5 - 9	7
Specific surface m ² /Kg	8,7 - 14,7	11,8
Sand equivalent of fraction 0/6	> 60	> 6
Los Angeles	<< 35	<< 35
Flakiness index	Satisfactory	
Adhesivity VIALIT	Satisfactory	< 25
BITUMEN		
Hardness	60/70	60/70
MIXTURE		
% B.B.	2,3 - 3,0	2,6
Module de richesse % G.B.	3,0 - 3,9	3,75
Bitumen content % B.B.	5,5 - 6,5	6,2
Ratio filler/bitume %	1,1 - 1,4	1,2
Bitumen content G.B.	3,2 - 4,2	3,7
PERFORMANCE ANTICIPABLES		
4.1 - DURIEZ ou (LCPC)		
Rc DURIEZ à 18 °C 1+7 jrs air (bars) G.B.	50 - 100	65
B.B.	60 - 110	80
Ration Rc/Rc% G.B. - B.B.	0,65 - 0,85	0,70
Apparent density T/m ³ G.B. - B.B.	2,25 - 2,45	2,30
Compacity % G.B.	88 - 94	> 90
BB	90 - 96	>> 92
4.2. MARSHALL		
Stability at 60° Kg/cm ² G.B.	700 - 1000	>> 850

During the duration of the work, the Co-contractor must permanently have on the site the equipment necessary for the checks (in particular: control room, hoop, mason's level, slope indicator). He must also have the necessary personnel for the handling of these instruments.

ARTICLE B346 - POSSIBLE LESS VALUES FOR NON-COMPLIANCE WITH THE TECHNICAL CLAUSES

When the tolerances on the averages are exceeded, the Project Manager may order the Co-contractor to carry out a new adjustment of the manufacturing plant.

If, after giving the order to carry out a new adjustment, the Project Manager finds, at the end of the fixed period, that the tolerances on the averages are still exceeded, the following losses will be applied to the entire production: made between the time when new adjustments have been prescribed and the time of the previous sample which gave satisfactory results:

- by 0.1% difference in the dosage of the binder, 1% reduction on the price per m² installed with a maximum of 5%,
- by 0.1% difference in the amount of sand filler, 1% reduction with a maximum of 5% for the total of the two reductions for filler and sand,
- by 0.1% difference in the dosage of aggregates, 1% reduction with a maximum of 5% for the total reductions on the aggregates.

ARTICLE B400 - EXECUTION OF DRAINAGE WORK

ARTICLE B401 - GENERAL INDICATIONS

The water purification network will be carried out before the execution of the pavements, surfacing and sidewalks.

The Co-contractor must check all the dimensions and indications of the plans provided to it and ensure that they agree on the various plans and drawings.

Before the opening of the trenches, the Co-contractor will materialize by all stakes and chairs, the axes of establishment. This installation will be the subject of an acceptance report.

ARTICLE B410 - EARTHWORKS

ARTICLE B411 - EXECUTION OF TRENCHES AND EXCAVATIONS

The trenches are established at each point at the depth indicated on the longitudinal profile, increased by the height of the laying bed for the circular pipes and the thickness of the base for the channels and scuppers; the excavation bottom, made of a material conforming to article B212.3 over 0.30 m thick, will be adjusted to the side of the project after compaction to 90% of the OPM.

When a trench is opened under the road or under existing sidewalks, the Co-contractor begins by carefully cutting out the materials that constitute the coating as well as those of the foundation on the right-of-way of the trench, without disturbing or damaging the neighbouring parts.

The materials will be sorted clean and deposited parallel to the trench so that they cannot mix, or be transported to the places of deposits. As it is extracted, the cuttings will be put on hold before being reused as backfill.

When rocky banks are encountered in the trenches, they must be levelled at least 20 cm below the bottom of the excavation and replaced on this thickness by fine earth or sand.

The width of the trench must be sufficient at all points for it to be easy to place the nozzles, or to make the structures and joints there and to carry out the backfilling properly. The width of the trench will be at least equal to that of the structure or the outside diameter of the pipeline increased by 30 cm on both sides.

The Co-contractor remains responsible, until final acceptance, for any deformations or settlements which may occur around the backfilled trenches and which are the consequence of the work. He must carry out maintenance operations and immediately comply with the orders of the Project Manager.

ARTICLE B416 - LOCKING OUT OF THE WORKS OF WATER

The excavation operations for drains and the opening of excavations for structures risk meeting the water table.

The work will be organized from downstream to upstream so as to use the parts of drains and structures already carried out for the evacuation of excess water.

The contractor is required to carry out all earthworks and construction work completely dry.

In addition to maintaining surface runoff outside the site, this will involve lowering the water table.

The contractor must install all the necessary equipment such as horizontal drains, filters, suction pipes, pumps, etc.

The bottom of the excavations must have the same characteristics as the bottom of form defined in article B212.3.

ARTICLE B417 - IMPLEMENTATION OF FILTERING DEVICES

After carrying out the earthworks below the water table, filters will be installed in accordance with the requirements of article B216.

a) Horizontal filters price 508.1

The filters are composed of a 10 cm layer of draining sand topped with a BIDIM U 24 type geotextile or similar and a 25 cm thick layer of gravel.

b) Vertical filters price 508.2

The vertical filters will be made of ENKADRAIN SK 20 type filter materials or similar, implemented in accordance with the manufacturer's instructions.

ARTICLE B420-DRAINAGE NETWORKS

ARTICLE B421 - LAYING OF PIPES AND THEIR ACCESSORIES

B421.1 General

Pipe handling and storage

The handling of pipes of all kinds must be done with the greatest care. The pipes are deposited without brutality on the ground or in the bottom of the trench and it is advisable to avoid rolling them on stones or on the rocky ground without having first formed tracks using planks.

Any pipe that a wrong manoeuvre has dropped from any height whatsoever must be considered suspect and may only be laid after a new check.

The pipes must be temporarily stored on the site on a level surface. Wooden wedges will be placed under the lower bed at least every meter so that the sockets are not in direct contact with the ground. The storage height must not be greater than 1.5 m, stakes or side support sides will be provided.

As far as PVC pipes are concerned, every precaution must be taken to protect them from direct sunlight. Examination of the pipes before laying

At the time of their installation, the pipes will be examined inside and carefully free of any foreign bodies which could have been introduced there. The Co-contractor bears full responsibility for this verification.

Pipe cutting

Depending on the requirements of the installation, the Co-contractor has the option of cutting the pipes.

Every precaution should be taken so that the operation is only performed when absolutely necessary and as infrequently as possible.

The cut should be made with sharp tools or with chainsaws or saws, in order to obtain clean cuts.

The chute will always bear on the male side and the Co-contractor will take great care to ensure that the new male end produced by the cut is smooth and that it provides with the fitting to the neighbouring pipe a joint as solid as with a bot ordinary.

Laying of pipes in trenches

After receipt of the excavation funds by the Project Manager, the pipes will be carefully lowered into the trench and well presented in the extension of each other, facilitating their alignment by means of temporary wedges made up of packed earthen clods or wedges. in wood. Temporary setting with stones is prohibited.

In the event that manholes are provided for the rainwater network, this shallow gutter (cunette) will be obtained by a carefully smoothed concrete form to which the inlet and outlet pipes are connected.

The manhole closing buffer frames will be sealed with M600 cement mortar, in the manhole crown rabbet, so as to allow careful connection to the roadway or sidewalk.

The cells of the cast iron plugs will receive a concrete filling of the asphaltic or hydraulic binder, sprayed at the level of the ribs. The surfaces of the cells perfectly cleaned with the filling.

The composition and implementation of concretes and mortars will be in accordance with the prescriptions of article B205.

The drains will be fitted with grids with cast iron frame type PAM RE 30H6FD or similar with a breaking strength greater than 30,000 daN / cm².

There are two types of outlets:

- Low type for connection to surface network or underground network, under road crossing, height $h = 0.50$ m
- High type for connection to an underground network with crossing of the roadway height $h = 1.20$ m.

ARTICLE B423 - PIPELINE TESTS

The leak tightness tests of the collectors will be the subject of a report, and will be carried out before any start of the backfill, with the exception of the jumpers which can be carried out outside the joints to keep the pipes in place.

The pipes will be cleaned before testing.

The contractor is responsible for informing the Inspection Engineer of the manifold sections in condition to be tested. The Testing Engineer will immediately set the date for testing on one of the working days following the Contractor's request.

The contractor will be responsible for providing: personnel, water, equipment (solid plates, stops, test pump necessary for carrying out the tests; the section to be tested will be filled with water 24 hours in advance . He will remedy any leakage found during the test by carrying out any repairs immediately and at his expense.

The tests, which will be the subject of reports drawn up between the inspection engineer and the contractor, will be carried out under the following conditions:

The tests will be carried out from side to side. Each section of pipe subjected to the test is closed downstream by a sealed plug. The upstream manhole is filled with water: No leak must occur in the pipe or at its joints.

The water loss tolerances will comply with the prescriptions of the CCTG booklet N - 70.

When the pipeline is established in permeable ground, or below the water table, the tightness of the pipeline is also observed after the pipes and manholes have been dried. In all cases, and unless otherwise prescribed by the Control Engineer, the duration of the test after filling in water will not be less than 1 hour, after this period, the pipes and joints will be inspected.

The contractor is responsible for repairing any defects found. A new test will then be carried out.

The tests will be the subject of reports drawn up between the inspection engineer and the contractor.

ARTICLE B424 - GENERAL TEST OF UNDERGROUND SANITATION NETWORKS

Not applicable

ARTICLE B425 - CONSTRUCTION OF GUTTERS AND BOX CUVERTS

The concrete gutters as well as the culverts for crossings of roadways, discharge works and discharge works will be executed in accordance with the detailed plan and the prescriptions of this CCTP relating to the construction of concrete works.

The interior facings of structures, rafts and walls will receive a waterproof coating (addition of water repellent) perfectly prepared and smoothed. No fault will be tolerated that would damage the proper flow of water.

ARTICLE B426 - MAINTENANCE DURING THE WARRANTY PERIOD

The Co-contractor is required to carry out, during the warranty period, all repairs and replacements which may prove necessary on the pipes and structures. The expenses resulting from this work are only borne by the Co-contractor if the defects observed arise from the materials or products supplied or the implementation.

♣Transport:

The concrete must be transported under conditions which do not give rise to the segregation of the elements, nor to the beginning of setting before implementation.

All precautions must be observed to avoid excessive evaporation during transport and the intrusion of foreign bodies. When the descent of the concrete is greater than 1.50 m, metal chutes will be used.

PLACEMENT AND CURING OF CONCRETE

♣ Implementation of concrete

For the implementation of concrete, the Contractor will need the agreement of the Control Engineer who will give his approval or his instructions as soon as possible given the nature of this work.

The concretes will be implemented as soon as possible after manufacture after agreement of the Inspection Engineer. Concrete which is not in place within 60 minutes after the introduction of water into the mixer, which has dried out or has started to set, will be rejected.

The concretes will be placed in exhausted enclosures from which any danger of washing will have been eliminated. The placement of the clean concrete will be completed by ramming. Quality concretes will be vibrated in the mass.

♣Concrete vibration:

It will only be approved for vibrations at high frequency, from 9000 to 20000 cycles per minute. The finishing of the slabs and slabs will be carried out by surface vibration.

♣Reprise of concreting:

Reinforcements will only be tolerated on condition that they comply strictly with the formwork joints. Before resumption, the facings must be transplanted, cleaned and pressure washed. A concrete pour can only be poured over the previous one if the latter has not started to set; in this case, the resumption must be postponed for 48 hours.

♣Concrete curing:

The concrete will be protected from the sun from the moment it begins to set. Its cure by humidification must begin as soon as having completely taken, it is no longer likely to be altered by the water flowing on its surface.

Current concrete curing will be carried out in such a way as to maintain the concrete facings in a state of permanent humidity.

The free surfaces and their formwork will be watered to saturation as frequently as required by the hygrometric state of the atmosphere and sunlight.

If necessary, the contractor will have doormats, mats and canvases to protect free surfaces. The free surfaces of quality concrete will be protected by bench tops, mats or canvas. The protections and formwork will be kept running day and night by permanent mechanical watering. The curing of the concrete will consist in maintaining them under running water and without gaps or under a permanent atmosphere of fog.

The cure will be maintained for 7 days or until a compressive strength of 16 MPA is obtained.

The use of chemicals will be subject to the approval of the Testing Engineer.

FACING

Exterior facings not seen will be kept unworked. They should be uniform in color, no stone nest should be visible.

Visible exterior facings must be perfectly smooth, which will be achieved by using good quality formwork.

REINFORCED CONCRETE WORKS

General description

The contractor is required to carry out the work completely dry. Where the concrete is placed directly on the earthen excavation bottom, it will first be levelled, compacted, cleaned and protected against water or deterioration and will be accepted by the inspection engineer.

Until the concrete has set sufficiently, the surfaces will be protected against standing or running water. In rainy weather, pouring concrete is strictly prohibited except under shelter.

Lean concrete

ARTICLE B502-PRODUCTION AND TRANSPORTION OF CONCRETE

Production

The concrete will be manufactured mechanically by simultaneous mixing of all its constituents which must be introduced into the mechanical device in the following order:

- Medium and large aggregates,
- Cement,
- Sand,
- Water.

The Co-contractor may only proceed differently if it is demonstrated that this results in better homogeneity of the concrete components. In all cases, the manufacture of dry mixes for the subsequent addition of water is prohibited.

The proportion of water introduced into the mixture will be measured either by means of special devices included in concrete mixers or mixers, or by means of receptacles of defined capacity. Unless otherwise prescribed by the Project Manager, the manufacturing equipment must allow the aggregate, binder and water to be dosed respectively at 5%.

Volumetric feeders will be prohibited for solid elements whose proportion is fixed by weight. The proportions must be modifiable during execution by adjusting the devices. The methods and materials used for the manufacture of concrete will be subject to the approval of the Project Manager. Manual manufacture of concrete can only be authorized for small quantities and after approval by the Project Manager.

Transport

The concrete must be transported under conditions which do not give rise to the segregation of the elements, nor to the beginning of setting before implementation.

All precautions must be observed to avoid excessive evaporation during transport and the intrusion of foreign bodies. When the descent of the concrete is greater than 1.50 m, metal chutes will be used.

ARTICLE B503-APPLICATION AND CURING OF CONCRETE

Placement of concrete

For the implementation of concrete, the Co-contractor will need the agreement of the Project Manager who will give his approval or his instructions as soon as possible given the nature of this work.

The concretes will be installed as soon as possible after manufacture after agreement of the Project Manager. Concrete which is not in place within 60 minutes after the introduction of water into the concrete mixer, which has dried out or has started to set, will be rejected.

The concretes will be placed in exhausted enclosures; from where any danger of washing will have been eliminated. The placement of the clean concrete will be completed by ramming. Quality concretes will be vibrated in the mass.

Concrete vibration

It will only be approved for vibrations at high frequency, from 9000 to 20000 cycles per minute. The finishing of the slabs and slabs will be carried out by surface vibration.

Reprise of concreting

Reinforcements will only be tolerated on condition that they comply strictly with the formwork joints. Before resumption, the facings must be transplanted, cleaned and pressure washed. A concrete pour can only be poured over the previous one if the latter has not started to set; in this case, the resumption must be postponed for 48 hours.

Concrete curing

The concrete will be protected from the sun from the moment it begins to set. Its cure by humidification must begin as soon as having completely taken, it is no longer likely to be altered by the water flowing on its surface.

Current concrete curing will be carried out in such a way as to maintain the concrete facings in a state of permanent humidity.

The free surfaces and their formwork will be watered to saturation as frequently as required by the hygrometric state of the atmosphere and sunlight.

If necessary, the other party will have doormats, mats and canvases to protect free surfaces. The free surfaces of quality concrete will be protected by bench tops, mats or canvas. The protections and formwork will be

The curing of the concrete will be maintained for seven (07) consecutive days or until a compressive strength of 13 MPA. Chemicals will only be applied for curing after approval by the Testing Engineer.

The passage of means of transport over fresh concrete will only be permitted after sufficient setting of the concrete.

B 505.5 - Finishing of concrete surfaces

The concrete surfaces that will not be visible will be regular. Any stone nests will be transplanted and prepared with mortar or epoxy resins to a depth of 3 cm before backfilling the structures.

The concrete surfaces which will remain exposed must be perfectly smooth, which will be achieved by the use of good quality metal or wooden formwork that does not leave traces on the concrete.

B 505.6 - Tolerances

The tolerances for concrete construction will be as follows:

- Deviation of the implantation 10 mm
- Deviation from the prescribed dimension 10 mm
- Deviation in areas not seen 20 mm / 3 m
- Deviation in the seen surfaces 10mm / 3 m
- Deviation of the dimensions of the cross sections + 10 mm and - 5 mm.

Structures that do not meet the accepted tolerances will be refused, demolished and the debris removed to landfills.

B 505.7 - Opening to be reserved in the walls

The connections of the tertiary and quaternary sanitation canals will be made by the Co-contractor following the instructions of the Project Manager and the standard execution plans. The corresponding openings to be reserved in the concrete walls of works and drainage canals do not give rise to any special remuneration.

B 505.8 - Sealing devices

Sealing devices complying with the requirements of article B217 of the CCTP will be applied for expansion joints every 10m.

The Co-contractor will provide the necessary data for approval to the Project Manager. The devices will be fixed and maintained in the correct position during the pouring of the concrete.

ARTICLE B 600 - EXECUTION METHOD OF SPECIAL FITTINGS

ARTICLE B 601 - PEDESTRIAN SAFETY DEVICE

Near intersections and on each side of pedestrian crossings, the flow of traffic from metal barriers made of $\varnothing 60$ mm galvanized steel tube; fixed in concrete studs spaced 2.00 m apart in a straight line and 1.50 m in a curve. The height of the barriers will be 0.90 m. The barriers are fixed to the studs by means of a plate anchored to the stud and must be removable.

ARTICLE B602-ANTI-PARKING DEVICE

They will be identical to the devices described in article B601 with a barrier fixed at 0.50 m from the ground.

ARTICLE B 603 - SAFETY SLIDES

They will be standard types GS2 and GS4 in galvanized steel.

The installation tolerance in plan of the front face "execution side" of the sliding elements is more or less 3 cm compared to the position provided on the plans.

The height of the upper edge of the sliding elements in relation to the level of the ground or of the final coating directly above the slide will be 70 cm with a tolerance of more than 5 cm and less than 10 cm. After assembly, a fine adjustment will ensure the parallelism of the sliding elements with respect to the roadway. The supports will be in galvanized cast steel (type UAP100, UPM100 or C100x 50 x 25 x 5) 1.50 m in length and will be beaten after checking their vertical as well as that of the bell guide device.

In case of refusal of threshing before the head of the support has reached the imposed dimension, if the plug is at least equal to 50 cm and after agreement of the Client, the contractor may cut the support at the imposed dimension and the drill.

- The supply of glass beads for retro-reflections.

If it does not comply with these requirements, it is automatically provided for replacements and repairs at the expense of the contractor, after formal notice by registered letter without effect.

The obligations thus imposed continue, if necessary, beyond the fixed term until the works have been put in a state of final acceptance. He is also responsible for any damage that the installations could cause under the same conditions.

ARTICLE B708-MARKS ON PAVEMENTS

All the markings on the roadway are white except:

- Lines indicating the prohibition of stopping or parking and zigzag lines indicating bus stopping locations which are yellow;

- Temporary marks (construction sites) which are yellow.

They comply with the requirements of the "Mark on the road" booklet. The linear taken into account in the quantitative is the total linear including the voids.

B708.1 - Longitudinal lines

The continuous lines are announced to those of the conductors to whom it is forbidden to cross them by a broken line possibly differentiating according to their meaning by their modulus.

T1: Axial line or track delimitation.

The length of the line is equal to about a third of their intervals (3 m line; 10 m interval: width 0.15 m),

T2: Edge lines, delimiting deceleration, acceleration or intersection lanes, guidance in intersection, lane entry and exit for slow vehicles.

The length of the lines is approximately equal to that of their intervals (3 m line, 3.5 m interval: 0.15 m width).

T3: Warning lines for continuous lines, lines delimiting lanes for slow vehicles, lines delimiting emergency lanes.

The length of the lines is approximately equal to three times that of their intervals (line 3 m; interval 1.33; width 0.15 m).

The dashed lines next to the solid lines have a ratio of lines at intervals of one-third (T1) in the general case and three (T3) when the section or the overshoot is possible immediately followed by a section where it is not.

B708.2 - Transverse lines

The continuous transverse lines, drawn at the limit where drivers must stop at intersections, are 0.50 m wide.

The dashed transverse lines, drawn at the limit where the conductors must give way at intersections, have a width of 0.50 m and the length of the lines is equal to that of their intervals (0.50 m).

The transverse lines of effect of the signals, drawn at intersections, if there is no passage reserved for pedestrians, to indicate the place where vehicles must stop, have a width of 0.15 m. They are discontinuous and the length of the lines is equal to those of the intervals (0.50 m).

B708.3 - Pedestrian crossings

Crossings reserved for pedestrians are indicated by longitudinal strips 0.50 m wide with an interval of 0.50 m

ARTICLE B709 - CLEANING WORK

During the work, the contractor will be required to clean the parts of the roadway to receive the marking products. To this end, the latter will wash with water by high pressure pump (between 50 and 100 bars) in order to remove all traces of old sealants and laitance.

ARTICLE B710 - METHOD OF EXECUTION OF THE WORK

The marking of the axis (real or off-set) of the motorway, the interchange lanes and crossroads necessary for the installation of horizontal signs will be carried out by the contractor.

B710.1 Pre-marking

The contractor will pre-mark the strips and must have, during the duration of this operation, a qualified surveyor, capable of re-implanting the axes of the strips to be traced from the staking, of which he will be responsible for the conservation.

The backfilling of the excavations, the trenches, the repair of the roadways, the leveling and the cleaning of the surroundings are the responsibility of the Co-contractor, in accordance with the prescriptions of this CCTP.

The operational and commissioning tests are the responsibility of the Co-contractor, and will be carried out in accordance with the instructions of the concessionary services.

NB: The amount of network travel cannot exceed that set aside in the market. The co-contracting party's sales coefficient may not exceed 15% of the amount of the services of the subcontractors, including the costs of studies and control of the concessionaire.

As for other contract provisions, the amount to be considered is that of the subcontractor validated by the Project Manager, the Engineer and the Head of the Market Department, increased by the fixed sales coefficient of the company capped at 1.15. In the case of compensation, it is the amount of the affected goods defined by the commission for the observation and evaluation of the implicated goods which is increased by 1.15.

ARTICLE B 900 - METHOD OF EXECUTION OF PLANTING

The plantings will be carried out in accordance with the prescriptions of the CCTO booklet N ° 35.

ARTICLE B 901 - ORIGIN AND QUALITY OF TREES AND SHRUBS

The trees and shrubs will come from nurseries chosen by the contractor and subject to the approval of the control engineer. The latter may refuse suppliers who do not provide all the guarantees.

In any case, the plants must be acquired from nurserymen and not from resellers unless there is a firm agreement on a specific supply.

The plants must be of first choice and have undergone transplantation in a nursery. The plants must be healthy, of fair and marketable quality, well constituted, free from all blemishes and diseases, without moss or chapping and present all the characteristics of vigorous vegetation, the roots will be without abrasions, well cut, provided with a hairy enough abundant and preserved as much as possible in their integrity, those which we will be obliged to conceal must maintain 0.30 m in length at least.

The chosen species is *Callistemon cinnamom*. Planting will be done at 6 meter intervals.

All the plants will be delivered freshly pulled up and gauged if necessary.

The trees supplied must have a minimum height of between 2.00 m and 2.50 m. they will be placed in holes 1 m deep and 0.80 m in diameter minimum. Protective devices as well as guardians may be required.

The relocations will be carried out with all the necessary precautions not to damage the roots.

Depending on the species, the trees will be pulled up, either with bare roots or in a container.

The contractor must, under his responsibility, observe the usual rules of the art in this matter. The prior checking which may be carried out in the nurseries will not prevent a new examination from being carried out on the site of the plantation.

ARTICLE B 902 - METHOD OF EXECUTION OF THE WORK

a) Setting out

Before any start of execution, the contractor must proceed with the establishment of various trees and shrubs. He will have to carry out the preliminary picketing of the collections as well as the axes serving as picket boxes. The project manager reserves the right to make any detailed modifications to the routes deemed necessary. The works will only start after agreement on the route.

The contractor acknowledges having fully realized on plans and on site the inventory of fixtures, the possibilities of access and manoeuvring of mechanical devices, the deposits of materials and having made the relevant forecasts on this subject. Which concerns the nature and extent of the work. Under no circumstances can he claim additional value for encountering unforeseen obstacles such as old masonry, stony ground, etc.

The contractor must take all measures to ensure that no damage is caused to pipes of all kinds or existing structures, as well as to the roadways, curbs and curbs encountered during the execution of the work.

For newly created structures, it will be up to him to find out about the companies working on the site, in order to define the nature and location.

The contractor will bear full responsibility for any damage he may cause during the duration of the work and the warranty clearance; he will bear in case of deterioration, the costs of repair.

The contractor will not be allowed to present claims whatever their nature, because the layout or the implantation of existing or newly created structures obliges him to take protective measures.

The contractor will be required to reseed the parts where the grass has not been lifted as soon as possible.

ARTICLE B 904 - CLEANING

As the work is completed, the contractor must clean the tracks, squares, aisles, in all cases where the work has soiled the surfaces.

ARTICLE B905- WARRANTY AND MAINTENANCE

a) Guarantee

The Contractor undertakes to guarantee the taking of all the trees. During a guarantor period set at one year, the Contractor shall replace at his expense any plantations which perish or whose recovery is defective, excluding those destroyed as a result of shocks or accidents caused by persons outside the company.

b) Maintenance

The Contractor will ensure the maintenance of trees and shrubs for one year. The maintenance operations will include:

- The size necessary to give the trees the natural shape and scope;
- Disbudding, possible weeding and the fight against fungal diseases and parasites.
- Maintenance around trees by hoeing or plowing as frequently as possible;
- Watering, application of fertilizers and manures;
- Surface cleaning and waste disposal.

As far as watering is concerned, the Contractor will be responsible for the supply and transport of water.

ARTICLE B906 - PAVING

a) Laying sand layer

This is a 5 cm thick layer of clean fine sand.

b) Paving pavement

The paving stones in question are of the self-locking type. They must be vibrated and compacted during manufacture and respect the following mechanical characteristics:

- Compressive strength: 29 Mpa for those used on the section suitable for vehicles and at least 25 Mpa for the section by bending;
- Bending tensile strength: 5 Mpa for the section suitable for vehicles and 3 Mpa for the pedestrian section.

These characteristics must be previously proven by the contractor through tests carried out by a specialized laboratory and approved by the Project Manager. The Project Manager may require a visit to the manufacturing unit.

The interlocking paving stones will have a thickness of at least 8 cm for the vehicle section and 6 cm for the pedestrian section, in parallel with the aforementioned mechanical characteristics.

The shapes, colours and patterns to be produced will be approved beforehand by the Project Manager.

The blocking of the pavers is done with clean fine sand while the bedding is made of coarse sand.

c) Connection mortar

The materials required for the connection must meet the requirements of article 3.3 of this CCTP.

ARTICLE B907 – REPARING OF EXISTING BOX CULVERT

Not applicable

ARTICLE B909 - CONCRETE PLOTS

The concrete will be dosed at 300 kg / m³. Each block will have the following dimensions: Total height: 1.18 m - width: 0.36 m - thickness 0.24 m - sealing depth: 0.40 m - installation distance: 1.50 m. The design will be stopped by the Project Manager.

ARTICLE B1000 - ENVIRONMENTAL DIRECTIVES

Context

Road maintenance works and those for the construction of new roads have been carried out in the past without taking into account considerations relating to environmental protection or those inherent in mitigating impacts on the environment, due to the fact that the markets did not include clauses relating to environmental protection.

- an electrical energy connection,
- a running water supply,
- a drinking water dispenser

The Contractor will ensure that the Client or his assistant can access the site anywhere and at all times. During the entire duration of the contract, the Contractor will bear the building maintenance costs and in particular the costs of security, cleaning, electricity, water, telephone, internet, office supplies, ink cartridges for printers and office supplies.

Fire extinguishers are part of the equipment supplied by the Contractor.

2. CLEARING OF RIGHT OF WAY

Brush clearing consists of cutting, without uprooting, any vegetation (grasses, trees, shrubs) growing on the immediate surroundings of the walk able surface: shoulders, ditches and ridges of embankments;

All trees and branches overhanging the surroundings and threatening to fall on the road will be cut down.

All vegetation at the entrance and exit of the structures will be cut, unless it serves to stabilize an embankment slope and does not constitute a threat to the foundation of the structure. Trees and shrubs are uprooted to facilitate water flow and allow regular inspections of the structure.

All plant waste will be carefully removed from shoulders, ditches or structures and evacuated to designated areas where it can be burned safely. Burning on site is strictly prohibited.

The Co-contractor must take all necessary precautions to avoid causing any damage to residents, water pipes, telephone lines, electricity etc.

3. BORROWS PITS AND DUMPING SITES

The following criteria must be met for opening a career:

- Distance from the site at least 30 m from the road;
- Distance from the site to at least 100 m from a body of water;
- Distance from the site to at least 100 m from the dwellings;
- Preference to be given to uncultivated and non-forested areas;
- Preference to be given to areas with low slopes.

The Co-contractor must submit to the project manager the list of sites it intends to operate as well as a redevelopment plan for each site, indicating the work to be carried out for the rehabilitation of the sites operated.

He can only start working on the borrowings and quarries after having received the written authorization of the project manager.

During the execution of the work, the Co-contractor will ensure:

- That the areas for depositing roofing materials that cannot be used for the work are chosen so as not to interfere with the normal flow of water;
- The conservation of the plantations delimiting the quarry;
- Maintenance of access roads;
- Sound attenuation, protection vis-à-vis neighboring dwellings;
- The installation of all signs necessary for the smooth running of the work;
- Regular cleaning of the pavement of paved roads in the absence of a cleaning device for the wheels of trucks and machinery;
- That all measures are taken so that runoff can flow normally outside the right-of-way of the proposed road without causing damage to riparian properties;
- That the access and service roads are regularly watered and compacted in order to avoid the raising of dust during transport, loading and unloading of materials;
- That when operating quarries for maintenance work on paved roads, a device for cleaning the wheels of trucks and machinery is installed in order to prevent soiling of the pavement.

The works to be carried out for the rehabilitation of the above-mentioned sites will include, among others:

- The leveling of the roofing materials and then the levelling of the topsoil to facilitate the percolation of water and prevent erosion;
- The restoration of previous natural flows;
- Removal of the dilapidated appearance of the site by distributing and concealing large blocks;
- The development of guard ditches to prevent erosion of the regaled land;
- The withdrawal of all equipment, machinery and materials, the demolition of any installation and the removal of all waste and rubble and their deposit at an approved location.

- Regulate transit traffic by flag bearers;
- Avoid the accumulation of side cushions on the aisles and ditches.

8. PARTIAL JOBS USING VARIOUS MATERIALS

The Co-contractor must make the same arrangements as in the site installation chapter. He must :

- Determine the locations of material deposits taking into account a minimum of brush clearing;
- Take drainage measures to prevent the aggregate from being washed away;
- Regularly remove loose chippings;
- Put in place adequate signage;
- Take safety measures for asphaltting installations. (bitumen heating, bitumen storage);
- Have absorbent products on site in the event of toxic product spills;
- Avoid carrying out work on days of popular demonstration;
- At the end of the work, the Co-contractor will do what is necessary for the restoration of the premises (withdrawal of all its equipment, machinery and materials), in order to restore the site as it was to its initial state;
- After the equipment has been withdrawn, a report noting the restoration of the site must be drawn up and attached to the work acceptance report.

9. VEGETATION CONTROL AT THE LEVEL OF SLOPES, ACCESSIBILITIES, PIT WALLS.

Brush clearing consists of cutting without uprooting any vegetation (grasses, trees, shrubs) growing on the immediate surroundings of the walkable surface: shoulders, ditches, embankments and crests of embankments; the cut will be made at ground level, between 5 and 10 cm.

All waste will be carefully removed from shoulders, ditches or structures and evacuated to designated areas in a suitable location away from any dwelling. It is strictly forbidden to burn cut waste on site.

If the burning of waste is authorized at this location, the Co-contractor must have a tank of at least 10,000 liters and a sprinkler pump to prevent any possible spread of fire in the vicinity of the site.

It is forbidden to use the grader to clear the shoulders. The execution of brush cutting must be done manually. This task is labour intensive.

10. MANUAL OR MECHANICAL MAINTENANCE OF GUTTERS.

The Co-contractor must:

- Clear the ditch manually or mechanically to restore the initial template;
- Leave the roots of the vegetation intact unless they present a threat to the structure;
- Carry out divergent ditches according to the instructions of the project manager if the section of the ditch is insufficient. Cleaning products should be set to a low thickness and in areas that do not require brush clearing and outside residential areas.

11. FIGHT AGAINST PIT EROSION

The Co-contractor must:

- Carry out work to re-stabilize ditches and shoulders as well as the water speed limitation device according to the instructions of the project manager;
- Ensure site safety and report the work properly;
- Ensure that the materials deposited do not hinder the normal circulation of water;
- Clear the roadway of ditches repairs materials to avoid congestion;
- Restore the shoulders;
- Improve soil resistance by masonry or coated ditches following the instructions of the project manager;
- Ensure that all surplus materials are evacuated and leveled in a suitable place without hindering the normal flow of water.

12. MAINTENANCE OF DRAINAGE WORKS

(Fight against silting up and erosion)

Storage of materials and equipment required for the work should be done in areas outside of homes. The Co-contractor must:

- Clear all solid products obstructing the structures;
- Install gabions in areas with strong current;
- Reinforce the banks with riprap, gabions, masonry rip-rap;

DOCUMENT No. 6
UNIT PRICE SCHEDULE FRAMEWORK

DOCUMENT No. 7
DETAILED QUANTITIES AND COST
ESTIMATES

602	Alignment of trees and grass for beauti- fication	LS	1		
	Sub total 600				
	TOTAL HORS TVA				
	TVA 19.25%				
	AIR 2.20%				
	NET A MANDATER				
Closed at:CFA Francs all taxes inclusive.					

Date and Signature

Model sub-detail of prices

Schedule of sub-detail of prices

DESCRIPTION		<i>Backfill of excavations</i>		
Price No.	Daily output	Total quantity	Unit	Duration of activity (days)
1.5			m ³	1.0
	CATEGORY	Daily wage	days invoiced	Amount
MANPOWER				
				TOTAL A
	TYPE:	Daily wage	days invoiced	Amount
EQUIPMENT AND MACHINES				
			TOTAL B	
	TYPE:	Unit price	Consumption	Amount
MATERIALS				
			TOTAL C	
D	TOTAL DIRECT COSTS		A+B+C	
E	Site overheads (X%*D)			
F	Head Office overheads (Y%*D)			
G	Actual cost		D+E+F	
H	Risk + Benefit (Z%*G)			
I	TOTAL SALES PRICE TAX EXCLUSIVE		G+H	
J	UNIT SALES PRICE TAX EXCLUSIVE		I/Qty	



MINISTRY OF DECENTRALISATION AND LOCAL DEVELOPMENT

BAMENDA CITY COUNCIL

SECRETARIAT GENERAL

DEPARTMENT OF TECHNICAL SERVICES

SERVICE OF PUBLIC CONTRACTS AND PROCUREMENT

CONTRACT N° _____/C/BCC/SG/DTS/SIGAMP/2026 of _____ awarded through Open National Invitation to Tender N°005/ONIT/BCC/ITB/2026 of 13/03/2026 for the maintenance of some tarred roads (Virgin Land – Ntenefor – Mile 3 Nkwen) in Bamenda.

PROJECT OWNER: The City Mayor of Bamenda City Council

HOLDER: _____

P.O. Box _____, Tel: _____ Fax: _____

Business Register No. _____ Taxpayer's No. _____ RIB (Bank Identity Statement): _____

SUBJECT: The Maintenance of some tarred roads (Virgin Land – Ntenefor – Mile 3 Nkwen) in Bamenda

Section No.	Itinerary	Length (km)
1	Mile 3 Nkwen - Ntenefor	0.85
2	Ntenefor Nkwen – Virgin Land	0.95
Total		1.80

PLACE: Nkwen Bamenda III Sub Division

AMOUNT OF CONTRACT IN FCFA:

Total exclusive of all taxes	
VAT (19.25%)	
I.R (2.2%)	
TOTAL inclusive of all taxes	
Net Payment (Total – IR)	

DURATION OF EXECUTION: Three (03) calendar months

FUNDING: Bamenda City Council 2026 Budget, Head:.....

SUBSCRIBED, on

SIGNED, on

NOTIFIED, on

REGISTERED, on

Contents

Part I: Special Administrative Clauses (SAC)

Part II: Special Technical Clauses (STC)

Part III: Unit Price Schedule (UPS)

Part IV: Detailed Quantity and Estimate (DE)

DOCUMENT No. 10
MODEL OF FORMS TO BE USED BY
BIDDERS

Appendix No. 1: Model of the declaration of the intention to tender

I, the undersigned,

Nationality:

Domicile:

Duty:

By virtue of my capacity as Managing Director, after taking cognisance of Tender File No. 005/ONIT/BCC/ITB/2026 of _____ 2026 for the maintenance of some tarred roads (Virgin Land – Ntenefor – Mile 3 Nkwen) in Bamenda City

Hereby declare the intention of my enterprise _____ to tender for this Call for Tenders.

Done at _____ on _____

Signature, name, and stamp of the bidder

Prior to the signing of the contract, this bid accepted by you shall constitute a commitment between us.

Done in.....

on.....

Signature of.....

In the capacity of.....duly authorised to sign bids for and on behalf of (9)

.....

(8) Delete the unnecessary indication

(9) Attach power of attorney

This bond shall come into force from the date of signature and from the deadline set by the Project Owner or the Delegated Project Owner for the submission of offers. It shall remain valid up till the thirtieth day inclusive following the deadline for the validity of offers. Any request from the Project Owner or the Delegated Project Owner to cause it to take effect shall reach the bank by registered mail with acknowledgment of receipt before the end of this validity period.

This bond shall, for the purpose of its interpretation and execution be subject to Cameroon Law. Cameroon courts shall be the sole jurisdictions competent to rule on this commitment and its consequences.

Signed and authenticated by the financial body

at....., on

[signature of the financial body]

should be done by registered mail with acknowledgement of receipt to reach the bank during the validity period of this commitment.

This final bond shall, for the purpose of its interpretation and execution be subject to Cameroon Law. Cameroon courts shall be the sole jurisdictions competent to rule on this commitment and its consequences.

Signed and authenticated by the financial body

at....., on

[Bank's signature]

Appendix No. 6: Model of performance bond in replacement of the retention bond

Financial body:

Bond reference: No.

Addressed to *[Indicate the Project Owner or the Delegated Project Owner]*

[Address of the Project Owner or the Delegated Project Owner]

Hereinafter referred to as "the Project Owner or the Delegated Project Owner"

Whereasname and *address of the supplier or service provider*],

hereinafter referred to as "the Supplier", commits himself, in execution of the Contract, to deliver the supplies of *[indicate the subject of the services]*

Whereas it is stipulated in the contract that the retention bond set at 5% of the amount of the contract all taxes inclusive may be replaced by a several guarantee,

Whereas we have agreed to provide the Supplier with this surety,

We, *address of the financial body*], represented by*names of the signatories*], and hereinafter referred to as "financial body"

Hence, we hereby affirm that on behalf of the Supplier or Service Provider, we guarantee and are responsible to the Project Owner or the Delegated Project Owner for a maximum amount of *[in figures and in words]*, corresponding to 5% of the contract price⁽¹⁰⁾

And we commit ourselves to pay the Project Owner or the Delegated Project Owner within a maximum deadline of eight (8) weeks upon his simple written request declaring that the supplier did not fulfil his contractual obligations or is indebted to the Project Owner or the Delegated Project Owner within the contract amended if applicable by its amendments, without being able to differ the payment nor raise any contest for whatever reason, any sum (s) within the limits of the amount equal to *[percentage below 10% to be specified]* of the total amount of works featuring in the final detailed account), without the Project Owner or the Delegated Project Owner prove or give the reasons nor the reason for his request of the amount of the sum indicated above.

We hereby agree that no change or addendum or any other modification to the contract shall release us from any obligation incumbent on us by virtue of this surety and we hereby incline to the notification of any modification, addendum or change.

This surety shall enter into force upon signature. It shall be released within thirty (30) days from the date of the final acceptance of the works and upon release order issued by the Project Owner or the Delegated Project Owner.

Any request for payment formulated by the Project Owner or the Delegated Project Owner by virtue of this surety should be done by registered mail with acknowledgement of receipt to reach the bank during the validity period of this commitment.

This guarantee shall, for purposes of interpretation and execution, be subject to Cameroon law. Cameroon courts shall be the only jurisdictions competent to rule on this commitment and its consequences.

Signed and authenticated by the financial body

at.....,on

.[signature of the financial body

⁽¹⁰⁾ Case where the surety is established once works start and covers the total guarantee, that is 10% of the contract.

Appendix No. 8: Planning schedule model

ACTIVITIES SCHEDULE (WORK PROGRAMME)

A. Specify the nature of the activity

SN	DESCRIPTION	Unit	Q'ty	Output	Month 1				Month 2.....				
					W1	W2	W3	W4	W1	W2	W3	W4	
100	PRELIMINARY WORKS												
101	Site installation, mobilization and demobilization of equipment	LS	1										
102	Program of execution / as-built plan	LS	1										
	Sub total 100												
200	EARTH WORKS												
201	Tree cutting and bush clearing	LS	1										
202	Road surface stripping of degraded road layer	m ²	7000.5										
	Sub total 200												
300	ROAD SURFACE												
301	Foundation layer with natural lateritic gravel (thickness of 20cm)	m ³	0										
302	Base layer with natural lateritic gravel (thickness of 15cm)	m ³	1050.0 8										
303	Impregnated sand	m ²	7000.5										
304	Single superficial coating	m ²	7000.5										
305	Bituminous concrete, thickness=3cm-5cm	m ²	6,800										
	Sub total 300												
400	DRIANAGE / MASONRY WORKS												
401	Reinforced concrete gutters of rectangular section (0,60≤h≤0.080) x (0,60≤h≤0.080)	ml	600										
402	Reinforced slab gutter of width= 0,60 thickness = 15 cm)	ml	200										
403	R.C Ring culvert diameter 800 mm	ml	12										
404	R.C Ring culvert head for diameter 800 mm	U	1										
405	R.C catch basin for Ring culvert diameter 800 mm	U	1										
406	Side stone work for protection of road side from erosion.	m ²	600										
	Subtotal 400												
500	SIGNALISATION AND												

SPECIALISED STAFF CALENDAR

No	Name	Reports to be provided	Staff (in form of bars graph) ²													Total staff/month			
			1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	n	Head office	Field ³	Total	
Staff																			
1			[Head office]																
			[Field.]																
2																			
n																			
													Sub-total						
													Total						

Reports to be provided: _____

Duration of activities: _____

Signature: *(Authorised representative)*

Name: _____

Position: _____

Address: _____

² Months are counted from the start of the mission. For each personnel indicate separately if working at the head office or on the field.

³ Field work means works that are not executed in the consultant's head office.

**APPENDIX No.10: MODEL OF SHEET FOR SERVICES LIKELY
TO BE SUB-CONTRACTED / ORDERED**

No.	Description of the Supplies	Quantity (Number of units)
	<i>[Insert the description of the Supplies]</i>	<i>[insert the quantity of items to be supplied]</i>

Service No.	Description of service	Unit of measurement
<i>[insert the number of Service]</i>	<i>[insert the description of service]</i>	<i>[unit of measurement]</i>

Training:

[In about one quarter page, summarise university studies and other specialised studies of the employee, indicating the names and addresses of schools or universities attended, with dates of attendance as well as the certificates obtained.]

Attached documents:

- Certified true copy of the highest certificate and eventually an attestation of professional trade
- Attestation of availability

.....
.....

Work experience:

[In about two pages, list the jobs executed by the employee since the end of studies by inversed chronological order, beginning by the present position. For each, indicate the dates, name of employer, title of the position occupied and the place of work. For the last ten years, specify in addition, the type of activity carried out, and, if applicable, the name of customers likely to provide references.]

.....
.....

Computer knowledge:

[Indicate knowledge level]

.....
.....

Languages:

[Indicate, for each, knowledge level: poor/average/ good/excellent, with regard to the language read/written/ spoken.]

.....
.....

APPENDIX No.12: CANDIDATE'S REFERENCES

Services rendered during the last [indicate the number from 1 to 5] years that better illustrate your qualifications

Using the form below, indicate the information requested for each pertinent mission that your company /institution has got by contract, as a company alone, or as one of the main partners of a group.

Name of Mission:	Country:
Place:	Specialised personnel provided by your company /institution (profiles) :
Name of Client:	Number of employees having participated in the Mission:
Address:	Number of months of work;
	Duration of the Mission:
Start-UP date: Date of completion:	Approximate value of services
Name of associated/possible partner service providers:	Number of months of work of specialists provided by the associated service providers:
Name and functions of officials (Project Director /Coordinator, Team Official):	
Description of the project:	
Description of the services effectively rendered by your personnel:	

Name of candidate:

**APPENDIX No.14: MODEL OF INFORMATION SHEET RELATING TO
ESSENTIAL EQUIPMENT, IF APPLICABLE**

No.	Description and characteristics of equipment	Age / Condition	Minimum number required (column to be filled by the PO/DPO)	Owner/hiring	Year of acquisition	Justification
1						
2						
...						
N						

[Insert in the table above: (i) the list of equipment and tools required for the execution of services (ii) minimum number required for each type of equipment (iii) it may be envisaged, the provision of equipment by hiring, in which case, you should present a hiring commitment of the equipment signed and legalised by the relevant government services.]

Note: For each equipment, attach the certified copy of the bill or registration document, if applicable

DOCUMENT No.11
INTEGRITY CHARTER

Note on the Integrity Charter

The tenderer undertakes to respect the integrity charter. In the case of a group of enterprises, all members of the group are committed to the charter; all its members must subscribe to this charter.

2.4) be engaged for an advice assignment which, by its nature, may be incompatible with our obligations vis-à-vis the Project Owner;

2.5) in the case of a procedure for the award of a works or supply contract:

i) prepared ourselves or were associated with a consultant who prepared specifications, plans, calculations and other documents used in the competitive bidding process under consideration;

ii) be ourselves or one of the firms with which we are affiliated, engaged, or to be engaged, by the Project Owner to carry out supervision or control of the works under the Contract.

3 If we are a public institution or a public enterprise, we testify that we are legally and financially autonomous and that we are managed according to the rules of private accounting, and that we are not under the supervision of the Project Owner or the relevant Delegated Project Owner, unless expressly authorised by the Authority in charge of Public Contracts

4 We undertake to inform the Project Owner without delay, who will inform the Authority in charge of Public Contracts, of any change in the situation with regard to points 1 to 3 above.

5 In the context of the award and execution of the Contract:

5.1) We have not and will not commit any unorthodox manoeuvres (actions or omissions) intended to deliberately deceive others, intentionally conceal matters from them, surprise or vitiate their consent or cause them to circumvent legal or regulatory obligations and/or violate their internal rules in order to obtain an illegitimate benefit.

5.2) We have not and will not commit any unorthodox manoeuvres (actions or omissions) contrary to our legal or regulatory obligations and/or violate its internal rules in order to obtain an illegitimate benefit.

5.3) We have not promised, offered or granted, and will not promise, offer or grant, directly or indirectly, to (i) any person holding a legislative, executive, administrative or judicial mandate in the State, whether appointed or elected, whether permanent or not, whether paid or unpaid, and at any level (ii) any other person who discharges a public function, including for a public body or public enterprise, or provides a public service, or (iii) any other person defined as a public official in the State, an undue advantage of any kind, for himself or herself or for another person or entity, in order that he or she may perform or refrain from performing any act in the exercise of his or her official functions.

DOCUMENT No.12
COMMITMENT STATEMENT TO COMPLY
WITH SOCIAL AND ENVIRONMENTAL
CLAUSES

DOCUMENT No. 13
VISA OF MATURITY OR PROOF OF
PRELIMINARY STUDIES

Note on the maturity visa or on preliminary studies

In accordance with the Public Contracts Code, the Project Owner or the Delegated Project Owner, before initiating the contracts award procedure or before submitting a file to the relevant Tenders Board, must ensure that the draft tender files are based on preliminary studies.

These studies should be required when the tender files are examined by the Tenders or Control Boards.

The Project Owner or the Delegated Project Owner is required to fill in the questionnaire in Appendix 1 together with the supporting documents for the said studies.

DOCUMENT No. 14

LIST OF INSTITUTIONS AUTHORISED TO ISSUE
BONDS FOR PUBLIC CONTRACTS

DOCUMENT No. 15
ONLINE BIDDING PROCEDURE

- Log on to COLEPS at <https://www.marchespublics.cm> or <https://www.publicscontratcs.cm>;
- Go to the "Bidders Registration" tab, then the "New Registration / Additional Certificate" section.; identify the company using the trade register, then add the certificate after filling in the form carefully.

Technical assistance

For technical assistance, in the event of a problem occurred while using the platform, please call (+237) 222 238 155 / 222 237 084/677 006 110 or send an e-mail to dsi@minmap.cm.